

**PERSPECTIVES
TUNISIENNES**

**Groupe
d'études
et
d'Action
Socialiste**

Ce n'est pas par la force des choses que se font la promotion de l'homme et la révolution sociale, mais par la volonté des hommes.

Ferhat HACHED

**LE
VIETNAM
ET
NOUS**

Octobre 1967 sera-t-il une date dans l'évolution des intellectuels tunisiens ? La publication dans « Jeune Afrique » d'un article vigoureux du Docteur Bensliman sur le Vietnam et l'annonce qu'il y fait de la création d'un Comité Tunisien de Soutien au Peuple Vietnamien dans sa lutte contre l'impérialisme américain donne un sérieux espoir. Les choses qui sont dites dans cet article ne sont peut-être pas d'une extraordinaire nouveauté pour les lecteurs habituels de la presse française, mais le fait nouveau, c'est que pour la première fois, elles sont dites par un intellectuel tunisien et expriment une volonté concrète de faire quelque chose.

Pour notre part nous n'avions pas besoin de tels développements pour nous convaincre. Depuis que nous existons, nous avons toujours pensé que la lutte du peuple vietnamien dépasse de beaucoup les dimensions du seul Vietnam et qu'elle pose le problème majeur de notre temps, celui du droit de chaque peuple d'être libre. Au Vietnam, l'impérialisme américain s'efforce de battre LA REVOLUTION INTERNATIONALE, d'interdire à quiconque de décider librement de son sort, d'intimider tous ceux qui pensent pouvoir vivre en dehors de la loi du dollar, en un mot d'essayer de mater POUR L'EXEMPLE ceux qui ont eu le tort de lui résister.

De l'issue de la guerre du Vietnam dépend donc le sort de la révolution dans le monde, du moins à court terme. Non pas que la victoire du peuple vietnamien signifie la fin de l'impérialisme et le succès de la révolution socialiste dans le monde. Mais elle prouvera la possibilité qu'a chaque peuple de le vaincre, s'il se mobilise totalement pour le faire. En bref, si l'enjeu pour l'impérialisme est la défaite pour quelques années de la révolution, pour les vietnamiens il est le droit à la liberté et pour les

peuples du monde il représente la seule manière de laisser ouverte la possibilité d'être un jour libres.

Il est donc très important pour tous les peuples, et en particulier le nôtre, que l'impérialisme soit battu au Vietnam. Et il est tout à fait certain qu'il le sera, parce qu'il combat en peuple déterminé, uni et attaché par-dessus tout à sa liberté, qui a montré que sa capacité de sacrifices n'a d'égale que son génie de la résistance et sa science du combat. Les vietnamiens n'admettent pas la dictature américaine comme une fatalité, ils mettent à la combattre tous les moyens que leur permet d'imaginer leur conviction qu'une guerre juste doit nécessairement être gagnée.

Ceci étant, il faut admettre que mise à part l'aide qu'il reçoit des pays socialistes, le peuple vietnamien n'est pas suffisamment soutenu dans sa lutte, surtout en Afrique, comme le souligne le Dr. Bensliman. Et cette insuffisance du soutien n'aura pas pour seule conséquence de lui faire payer plus chèrement sa victoire; elle en aura une autre pour les peuples concernés: ils seront bien plus difficilement capables de se libérer à leur tour de l'impérialisme, pour n'avoir pas commencé à se mobiliser contre lui alors que ses forces s'enlisent contre la résistance des vietnamiens.

Dans ce sens, la stratégie des révolutionnaires latino-américains qui préconisent, avec Guévara, « plusieurs Vietnam » se justifie non seulement parce qu'elle hâtera la victoire des combattants et du peuple vietnamiens, mais aussi parce que, permettant d'unir les forces de résistance et d'offensive de la révolution contre l'impérialisme américain, elle facilitera la défaite complète de ce dernier et lèvera plus facilement les obstacles à l'avènement du socialisme.

Tous les pays ne peuvent pas être un Vietnam. Les conditions de mûrissement de la révolution ne sont pas les mêmes partout. Mais dans tous les pays se dessine et se développe un mouvement de solidarité avec le Vietnam, ce qui est la moindre des choses. En Tunisie ce mouvement a été jusqu'ici bien timide, au point que Bourguiba peut se permettre de répéter les pires extravagances ultra-colonialistes et pro-impérialistes sans susciter de protestations immédiates. Quand le pouvoir d'un pays se fait le porte-parole de l'impérialisme, quand il manifeste aussi ouvertement son asservissement, la plus élémentaire dignité ordonne de le combattre.

Le peuple tunisien, en tout cas, ne devrait pas pouvoir rester indifférent devant une telle trahison, pour autant du moins que le problème soit posé à sa conscience avec suffisamment d'acuité par son avant-garde. Force nous est de constater que ce n'est pas

le cas. Si pénible que soit pour nous cette situation, il nous faut reconnaître que, à l'exception d'une infime minorité, LES TUNISIENS NE SE SENTENT PAS CONCERNÉS PAR LA GUERRE DU VIETNAM. Pire, ils n'en savent pas grand chose, et font rarement le parallèle, même avec la guerre d'Algérie.

Cela peut s'expliquer par l'histoire récente de la Tunisie, par ses conditions internes, par la dépolitisation active du peuple à laquelle a procédé le pouvoir. Autant d'arguments qui, loin de minimiser la responsabilité des intellectuels conscients, ne font que montrer à quel point ils n'ont pas joué leur rôle de guides.

Nous avons ici même longuement traité de l'auto-censure de nos intellectuels. Le silence sur le problème vietnamien a été jusqu'ici l'une des manifestations les plus révoltantes de cette auto-censure. Pourtant, bien que notre peuple ne soit pas encore sensibilisé au problème du Vietnam et des crimes de l'impérialisme américain, il est important d'engager une action dans notre pays sur ces problèmes et d'essayer de mobiliser les masses à leur sujet.

Ceci d'autant plus qu'au-delà du Vietnam, il s'agit pour nous de défendre la propre indépendance de notre pays qui, quoique pernicieusement et par personne interposée, ne cesse d'être remise en cause et torpillée par l'impérialisme américain objectivé par ses dollars, son blé, ses corps de la paix, ses agents du F.M.I. et de la BIRD ainsi que par une multitude d'autres moyens tendant tous à nous asservir aujourd'hui financièrement pour nous asservir demain politiquement. A en juger par les récents discours et interviews de Bourguiba, il faut vite prendre conscience que ce demain n'est pas si loin et qu'il faut réagir tout de suite si l'on ne veut pas qu'il soit trop tard.

C'est pourquoi nous saluons chaleureusement l'initiative du Docteur Bensliman et de ses amis. Nous participerons de toutes nos forces à la lutte qu'engagera ce Comité de Solidarité avec le Peuple Vietnamien et nous appelons tous les intellectuels tunisiens à sortir de leur léthargie: s'ils ne se battaient pas pour cette cause, ce serait qu'ils ont renoncé à tout combat...

Que le mouvement soit au début limité au secteur des intellectuels, c'est probable, et c'est le prix que nous paierons de notre faiblesse actuelle. Mais il faut qu'il se développe, qu'il aille bien au-delà et que nul gouvernement tunisien ne puisse plus être un servile porte-parole de l'impérialisme sans savoir qu'il subira le sort de tous les régimes vomis par leurs peuples.

L'U.G.E.T. à l'heure de la vérité

Certains rêveurs ont pu croire un moment que le XV^e congrès de l'U.G.E.T. serait le congrès miracle, qu'il s'attèlerait à résoudre la crise du syndicat et à le faire sortir de l'impasse. C'était accorder confiance aux résolutions de l'ancienne C.A. ou aux promesses de Gascon que certains responsables se plaisaient à prodiguer. C'était tout simplement compter sans une donnée fondamentale : l'U.G.E.T. n'est plus un syndicat autonome mais une bureaucratie vendue au Pouvoir.

Le congrès de Gabès, sans pour autant s'inscrire dans la liste des congrès routiniers qui se succèdent et se ressemblent, vient de confirmer l'analyse que la gauche faisait de l'U.G.E.T. et que nous avons esquissée, pour notre part, dans notre numéro 13. Ce congrès a cependant le mérite d'avoir posé le problème en des termes bien plus clairs et surtout d'avoir précisé la voie d'avenir.

L'U.G.E.T., LA VEILLE DU XV^e CONGRES.

Depuis ces dernières années, l'implantation de la gauche parmi les étudiants de Tunis s'est révélée définitive et profonde. Cette situation ouvrait des perspectives de lutte capables de faire avancer le mouvement étudiant et de restaurer à l'U.G.E.T. son dynamisme d'antan, que les menées criminelles de ses fossoyeurs lui ont fait perdre. Après les tâches historiques accomplies par l'avant-garde progressiste des étudiants tunisiens en France, surtout à Paris, la relève devait inéluctablement être assurée par l'Université de Tunis en pleine expansion. Du coup la nature de la lutte estudiantine allait prendre une toute autre forme du fait même de la différence de terrain entre Paris et Tunis. Le XV^e Congrès inaugure avec éclat la nouvelle période agitée et violente ; la période antérieure calme et légaliste paraît à jamais révolue.

En effet l'inscription de la violence à l'ordre du jour de la vie politique estudiantine a été consacrée cette année par les arrestations multiples, les procès politiques et tout le cortège de la répression policière ; cela ne manqua pas de créer un langage nouveau au sein de l'Union et des méthodes nouvelles. Par là même le vrai visage des usurpateurs de l'Union et des mandarins du Pouvoir fut dévoilé au grand jour.

La gauche, avec la prise de conscience et la radicalisation de plus en plus large à la base, a vu son audience s'étendre progressivement. Des épreuves violentes sont venues l'aguerrir et enrichir son expérience, ce qui fait que la gauche abordait ce congrès dans une position de force, non pas tellement par le nombre de ses délégués, mais surtout par la large adhésion des masses estudiantines à ses thèses, par une expérience de lutte à son actif et par la détermination de ses hommes nullement intimidés par la répression policière. Pour sa part la direction de l'Union s'avérait incapable de faire face aux épreuves ni d'endiguer les progrès de la gauche. C'en était trop pour elle et assez pour faire trébucher la majorité destourienne et voir les conflits régionalistes et de clans pourrir la situation des troupes du P.S.D.

Une intervention énergique du Parti devenait nécessaire pour ramener l'ordre dans ses troupes et rétablir une situation compromise. Ce fut la levée de boucliers généralisée qu'a occasionnée le XV^e Congrès. Le premier acte se déroula au précongrès, à Bir El Bey.

Dans ces précongrès, désormais traditionnels, se ré-

glent les différends personnels, se préparent les décisions du congrès et surtout se distribuent les postes de responsabilités qui sont un tremplin tellement sûr. Mais cette année, il y avait plus grave que des conflits de personnes, c'était une menace de dislocation pure et simple, d'où la mobilisation intense de presque tous les membres du Bureau Politique du P.S.D. qui ont défilé à la tribune de Bir El Bey, d'où aussi un ton dur où alternaient la menace et la raillerie. C'était suffisant pour réduire tout le monde au silence. Ceux qui s'attendaient à voir les dissidents destouriens offrir une résistance quelconque, ont dû déchanter, car si le gourdin aguerrit les véritables hommes de gauche et les renforce dans leurs convictions, il est malheureusement très efficace pour calmer les simulacres. Pour le P.S.D. le résultat était donc garanti. Mais si, à court terme la discipline est sauvée, c'est au prix d'un risque d'éclatement plus grand et plus réel dans l'avenir. Preuve en est cette gêne de beaucoup d'étudiants destouriens qui les pousse à tenter de se justifier dans les coulisses, preuve en est les flottements multiples et les indisciplines caractérisées dans plusieurs votes, preuve en est la désertion de la salle par un grand nombre de délégués destouriens, justifiée cette année non seulement par l'attrait classique du divertissement de la plage, mais aussi pour beaucoup, par un dégoût des menées de leur Parti et des agissements de leurs aînés que le déroulement du Congrès n'a pas manqué de montrer sous un jour particulièrement cynique.

LE DEROULEMENT DU CONGRES.

Deux traits caractéristiques peuvent résumer les travaux de ce congrès :

1) La dictature de la majorité : en effet faisant fi de toutes les traditions démocratiques, les destouriens entendaient imposer leur loi à tous : les entorses à la procédure et les irrégularités ne manquaient pas, d'où d'interminables querelles de procédure qui ont réduit d'autant les débats importants. Dans les occasions où l'on débattait de questions sérieuses, c'était un véritable dialogue de sourds, autrement s'installait une dictature du nombre où la direction faisait du vote un moyen de couper court à toute discussion ; cela explique l'inertie dans laquelle s'enlisent nos congrès.

2) Le silence sur les problèmes vitaux de l'Union. Que l'on prenne toutes les motions adoptées, elles ne soufflent pas mot des questions qui ont profondément affecté la vie estudiantine : où est la réforme de structure de l'U.G.E.T. ? Quelles leçons a-t-on tiré des événements de décembre ? Qu'à-t-on dit des résiliations de sursis militaire de nos neuf camarades ? Quelles positions a-t-on prise sur les manifestations du 5 juin ? A-t-on soulevé le problème des fréquentes arrestations massives d'étudiants ? Qu'a-t-on fait pour Ben Jennet ?... Pour tous ces problèmes et pour tant d'autres, on a choisi la politique de l'autruche, on a choisi de fuir les problèmes plutôt que de les affronter courageusement, oubliant qu'un problème escamoté aujourd'hui se posera doublement demain. Qu'on ne s'étonne pas alors de voir l'U.G.E.T. secouée par tant de remous, qu'on ne s'étonne pas de voir les jeunes piaffer et choisir la révolte, quand on voit ceux qui détiennent le pouvoir à l'Union peu soucieux du crime qu'ils font en sacrifiant la vie même du syndicat à la volonté du Pouvoir d'embrigader la jeunesse. La gauche, quant à elle,

n a pas choisi le silence. Deux constatations importantes s'imposent à son sujet :

1 — la jeunesse des délégués progressistes pour la plupart étudiants des premières années et surtout leur virginité syndicale : tous font leur premier congrès, devant des délégués de carrière, à leur nième congrès, des « historiques » retardataires rompus aux méthodes qui sont les leurs.

2 — le ton particulier des interventions de la gauche, ton de combat où il y avait un souci plus marqué pour les résultats pratiques et les actes concrets plutôt que pour les spéculations abstraites.

Ces deux traits expliquent le dynamisme et la combattivité de la délégation de gauche et l'intransigeance dont elle a fait montre dans la défense des causes qui, pour elle, sont vitales.

Elle a rempli son devoir quant à la défense de l'intérêt de l'Union, notamment en mettant l'accent sur les erreurs accumulées, en proposant des solutions et en invitant au dialogue. Mais pour dialoguer, il fallait être deux !

QUELLES LEÇONS TIRER DE CE CONGRES ?

Ce congrès a d'abord été l'occasion de démentir plusieurs fausses vérités :

EN PREMIER LIEU : cette prétendue gauche destourienne qui n'a cessé de promettre bonheur et paradis, le congrès a montré que son existence est toute théorique. En fait, des destouriens qui se réclament de la gauche — et qui ne s'en réclame pas ? — on n'en a vu aucun exprimer courageusement ce qu'il n'osait dire que tout bas. On juge cette « gauche » sur les faits et non sur les paroles, et les faits sont là :

— le précongrès de Bir El Bey n'est-il pas revenu sur les quelques positions avancées qui semblaient pourtant être acquises ?

— ne revenait-il pas sur la nationalisation des immeubles étrangers, sur l'augmentation des salaires agricoles, sur les tribunaux administratifs... ?

— n'offrait-il pas une toute autre version de l'affaire du Moyen-Orient, débarassée à l'occasion de la dénonciation de l'impérialisme anglo-américain ?

— et la condamnation de l'agression américaine au Vietnam qu'on avançait pourtant comme la perle de la dernière C.A... ?

On se plaisait à nous dire « la démocratie est pour bientôt à l'U.G.E.T. ». Or qu'a-t-on vu ? Comme d'habitude la C.A. et le Secrétaire Général ont été désignés par le bureau politique du P.S.D.

Voilà ce qui s'appellerait, si les choses étaient bien dites, avancer à reculons. Car est-ce une position de

gauche que de rejeter une motion demandant la libération d'un militant anti-impérialiste ? ou d'applaudir le Secrétaire d'Etat à l'Economie au moment même où il dénigrerait l'Union et foulait aux pieds les principes du progressisme ? Est-ce des pratiques de gauche que de se complaire dans des motions d'autosatisfactions et de félicitations au combattant suprême qui, d'habitude pourtant, si friand de louanges et de dythirambes, ne s'est pas empêché de rappeler cette fois ses flatteurs à plus de décence.

LA SECONDE FAUSSE VERITE : c'est la possibilité de révolutionner l'U.G.E.T. sans considérer ses liens avec le reste de l'édifice politique national. Ce congrès a montré en effet l'incapacité de la « majorité » à l'U.G.E.T. de régir ses rapports avec la gauche autrement que par la force et la dictature. Cela tient en effet au désir du pouvoir de faire taire toutes les dissidences et d'assurer un embrigadement hermétique des étudiants. L'U.G.E.T. n'est qu'un maillon de tout le système politique du pays et prétendre agir sur elle sans toucher en même temps à tout l'édifice est tout simplement de l'utopie.

QUELLE EST DONC LA VOIE D'AVENIR ?

A l'issue de ce congrès la lutte paraît plus que jamais ouverte et nous nous devons de préciser les conditions de cette lutte pour lui assurer le succès et surtout pour l'engager dans la voie juste :

1 — c'est une lutte qui dans les conditions actuelles est vouée à la violence et aux coups de force. Des heurts viendront radicaliser la situation et la placer dans une étape chaque fois plus avancée.

2 — c'est une lutte qui ne paye qu'à long terme, car elle s'attaquera aux racines mêmes du mal, c'est-à-dire aux structures du syndicat et à l'Etat de dépendance où il se trouve.

3 — notre lutte est politique plutôt que syndicale car l'U.G.E.T. souffre maintenant de l'étouffement général du pays et tôt ou tard notre lutte débouchera sur la mise en cause de tout le système politique du pays. C'est là d'ailleurs une entreprise exaltante car c'est la seule à pouvoir restituer aux étudiants leur rôle d'avant-garde, à la pointe de la lutte pour le progrès en Tunisie.

Telle est la lutte que la gauche mènera au sein de l'U.G.E.T. et si la « majorité » destourienne a déclaré forfait dans le renouveau de l'Union, la gauche quant à elle s'engage à réaliser ce renouveau. Mais ce n'est pas par ces congrès sur mesure qu'on nous offre en guise de villégiature chaque été, qu'elle entend le faire, mais par un retour à la base et une mobilisation toujours plus grande des énergies révolutionnaires dont notre jeunesse a toujours fait preuve.

La caravane passera...

...M. Ben Salah

M. Ben Salah, depuis plus d'un an, se multiplie de manière à prononcer le plus de discours possibles. Nous ne nous en soucions pas s'il s'agissait simplement d'un caprice de « recordman » soucieux de s'entendre à la radio en différé et de lire dans la presse les compte-rendus des discours qu'il n'aime guère écrire... En fait, le personnage et ses propos ont une signification qui dépasse M. Ben Salah lui-même et engage tout le régi-

me tunisien. D'autant plus que la spécialité qu'il semble priser est l'attaque contre tout le monde et l'insulte généreusement distribuée. C'est ainsi notamment qu'il s'est illustré à l'ouverture du quinzième congrès de l'U.G.E.T., à Gabès, où l'invective le disputait à la trivialité.

Ben Salah attaque la gauche, et spécialement les marxistes, pour « les idéologies étrangères » qu'ils impor-

teraient, ces idéologies qui ne seraient pas « adaptées à la réalité du pays ». « Son socialisme », par contre, tiendrait le plus grand compte de cette réalité. Mais voyons, il suffit d'ouvrir les yeux : les bourgeois et les riches s'enrichissent, les masses croupissent dans la misère. L'indépendance acquise par la lutte, on la revend par petits bouts, sous les tentatives de Ben Salah d'obtenir « l'aide » qui permet de distribuer des postes de Président Directeur Général et des crédits à la construction ; les américains sont tellement à l'aise chez nous qu'ils parlent d'organiser notre défense contre... l'Algérie. Il faut dire que par l'intermédiaire de la Fondation Ford, de l'A.I.D., et d'autres organismes, par le biais des organisations internationales, qu'ils dominent (F.M.I., Banque mondiale,...) ils ne se contentent plus de faire des bénéfices importants sur leur « aide », ils dictent leurs conditions sur son utilisation (contrôle des coopératives par exemple) et sur la politique de... M. Ben Salah, qui accepte ! Il faut dire qu'une fois qu'on leur a pratiquement offert la base navale de Bizerte, il reste si peu à leur refuser...

Le « Socialisme » de M. Ben Salah, si adapté aux réalités, n'est-ce pas cette mise au pas de toutes les organisations, en premier lieu l'U.G.T.T. ? N'est-ce pas cette politique ruineuse de constructions de prestige alors que l'on ferme les chantiers de chômage ? N'est-ce pas cette incapacité à mobiliser les ressources des bourgeois qui thésaurisent allègrement quand ils n'exportent pas frauduleusement et impunément leur argent ? N'est-ce pas cette débauche d'investissements dans le tourisme faisant dépendre notre budget de fonctionnement lui-même de l'étranger ? N'est-ce pas cette incompetence généralisée avec laquelle on s'attaque brutalement à tous les problèmes, semant le désordre et remettant en cause les quelques résultats acquis ? N'est-ce pas cet étouffement de toute vie intellectuelle, cet écrasement de toutes les possibilités créatrices qui ne soient pas serviles, cette prostitution d'une culture devenue de décoration ? Et à côté de tout cela, et de bien d'autres choses, ce « socialisme » n'est-il pas représenté par la façon dont les dirigeants parlent au peuple ?

Car le mépris affiché par Ben Salah à l'égard de ses auditeurs et la morgue avec laquelle il prétend leur faire accepter ses conceptions en disent long sur ses vues réelles du « Socialisme » et sur sa nature « d'homme de gauche ». Visiblement Ben Salah considère que le peuple tout entier devrait se mettre à genoux pour le remercier de tout ce qu'il a fait pour lui, et son impatience devant le manque d'enthousiasme populaire — inexcusable, si ce n'est par la bêtise et « l'obscurantisme » ! — lui fait révéler ses tendances à la cravache. Comme on est loin du socialisme !

Il est vrai que Ben Salah n'a guère qualité pour juger de ce qu'est le véritable socialisme. Depuis sa démission devant l'agression du Destour contre l'U.G.T.T., il a complètement oublié que le socialisme était inséparable de la lutte *consciente* de la classe ouvrière, qu'il était incompatible avec les intérêts des bourgeois... Enfermé aujourd'hui dans les contradictions insurmontables de l'Union Nationale et du « socialisme destourien », la seule issue pour lui est de s'en prendre aux autres. Et principalement aux étudiants, ces irresponsables qui ne comprennent pas que la seule gauche ne peut être que Ben Salah. Quelle génération ! s'exclame-t-il en criant que sa génération à lui a fait la révolution. S'il était moins malhonnête, notre impétueux ministre du Plan se rendrait compte du piège de ses paroles. Oui, on peut raisonner en générations, mais alors on doit

parler de trois et non de deux générations : la première, celle de Bourguiba, a commencé la révolution nationale, la seconde, celle de Ben Salah, fait tout pour l'arrêter et remettre en cause ce qui est acquis. Il revient à la troisième, celle que justement il met en accusation, de poursuivre la révolution tunisienne et permettre à notre peuple d'accéder au socialisme. Cette tâche-là vous dépasse, Monsieur Ben Salah, vous, ce que vous pouvez faire, c'est aboyer en bon chien de garde pour empêcher que soit remise en cause l'essence du régime des nantis. Et ce n'est pas parce que vous aboyez contre tous, y compris les bourgeois, que vous êtes socialiste : votre maître ne vous laisse mordre qu'à bon escient...

La méthode « Coué » a du bon. A force de répéter qu'il fait le socialisme, Ben Salah finit par le croire. Il faut dire aussi que c'est plus agréable, pour celui qui a abandonné la classe ouvrière, de croire qu'il lui apporte d'en haut tous les objectifs pour lesquels il n'a pu diriger sa lutte... La vérité est autre, et le « socialisme » de Ben Salah est un bon moyen de discréditer le socialisme véritable. Prostituant les termes, croyant pouvoir plier les réalités à l'idée fausse qu'il en a, ce théoricien qui parle beaucoup et n'écrit jamais — quoi écrire ? — ne se rend pas compte que son rôle consiste précisément à empêcher le socialisme, à « couper l'herbe sous les pieds » de ceux qui veulent abolir les privilèges, de manière à maintenir ces derniers. Il a beau jeu de parler d'austérité et de sacrifices, celui qui est au poste même où sont distribués les prébendes, les licences de commerce, les autorisations d'importation ou d'exportation, les permis de construire, les prêts à la construction, etc... Que la génération des étudiants actuels ne croit pas à ses mensonges, ne soit pas convaincue par ses invectives, comment s'en étonner quand il lui suffit de regarder autour d'elle ? Quel est le « militant » destourien qui pousse l'esprit de sacrifice jusqu'à ne pas se faire construire une villa valant au moins dix fois son salaire annuel officiel ?

Faute de changer ces réalités, on insulte les jeunes. Et en premier lieu la jeunesse intellectuelle, car c'est elle qui est capable d'assimiler les leçons de l'histoire, de savoir ce qu'est le socialisme et de remettre tous les chiens de garde à leur place, dans une niche au fond de la Cour. Ceux-ci aboient d'autant plus fort. Et le langage ordurier que Ben Salah utilise, croit-il qu'il servira à convaincre mieux ? Ou bien, complètement ignorant des réalités politiques, il pense qu'il doit à ce langage d'avoir pu, dans un passé maintenant bien révolu, entraîner les dockers, les mineurs et la classe ouvrière ? Quel mépris cela montre pour la classe ouvrière, qui suivait une ligne politique de lutte et non les paroles d'un leader ! Le seul résultat de cette attitude également agressive vis-à-vis de tous, est d'isoler de plus en plus Ben Salah, qui devient le symbole de toutes les trahisons.

Après chaque sortie vitupérante, il se retourne frétilant vers son maître, croyant avoir droit à sa reconnaissance. Et peut-être obtient-il son sucre... Mais le maître, lui, sait ce qu'il fait : il utilise Ben Salah, le porte au plus haut pouvoir, le chargeant au passage de tous les maux du régime. Un jour ç'en sera trop ; alors on laissera tomber ce parfait bouc émissaire qui s'écrabouillera avec d'autant plus de fracas qu'il tombe de plus haut.

Mais pas un bruit, hormis celui de sa chute, ne s'élèvera quand viendra ce moment. Il peut en être sûr, pas une voix ne s'élèvera pour prendre sa défense, et surtout pas au sein du peuple.

Renforcement de l'appareil de répression en Tunisie

Les transformations qui ont affecté la Direction de la Sureté Nationale et la Garde Nationale en juillet dernier sont bien autre chose que ces simples changements de personnes qu'on a voulu présenter. Ces transformations qui ont d'ailleurs également touché l'armée, ont pour but un raffermissement de l'appareil de répression du pouvoir. Piliers essentiels de l'appareil d'Etat, dont Lénine disait qu'il est « un appareil spécial pour user systématiquement de la violence et contraindre les hommes à s'y soumettre » dans le cadre d'une politique de classe, la police et l'armée ont eu besoin d'être réadaptées aux conditions de la Tunisie. Cela ne peut avoir qu'une signification : les tenants du pouvoir craignent que leurs méthodes et moyens ne soient insuffisants pour permettre leur pérennité ; ils prévoient et veulent prévenir une intensification ou une cristallisation de la lutte des classes.

Deux faits essentiellement illustrent l'accentuation actuelle du caractère répressif et anti-populaire du régime destourien :

— l'intégration de la garde nationale et de la police, anciennement indépendantes l'une de l'autre, sous une autorité unique : la Direction Générale de la Sureté.

— le passage des cadres militaires à la police et à des postes politico-administratifs.

Pour s'en assurer complètement, il est bon de situer ces faits dans leur cadre historique, c'est-à-dire parmi les événements marquants de ces derniers mois.

— L'agitation estudiantine qui a été particulièrement importante en décembre 66 et en juin 67, ainsi que les mouvements de masse qu'elle a mis en branle, ont montré, une fois de plus, l'incapacité du parti destourien à museler, sans recourir à la violence, nos étudiants et notre peuple. La porte était ainsi laissée grande ouverte à une intervention de plus en plus massive et de plus en plus brutale des forces de la répression du pouvoir destourien. Le rôle des « gorilles et barbouzes », était ainsi clairement défini : face à une opposition qui se faisait de plus en plus cohérente, ils se devaient de veiller au grain.

— D'autre part, la maladie de Bourguiba (mars 1967), du fait de la guerre des clans qu'elle a exacerbée au niveau des « hommes de l'Etat », a mis en évidence, pour la première fois en Tunisie depuis l'indépendance, l'importance potentielle de l'armée dans cette lutte. Cette importance de l'armée, comme force de dissuasion au minimum, semble avoir été saisie très tôt par A. Mestiri, S.E. à la défense.

Tout va pouvoir se comprendre à partir de ce double éclairage : le rôle plein d'avenir imparti à nos barbouzes sous-développés et le jeu d'un clan emmené par Mestiri, dont l'enjeu est le pouvoir suprême et dont l'un des atouts est l'armée.

Nous allons assister à un mouvement d'intégration et de centralisation entre police et garde nationale et, parallèlement à une réorganisation au niveau des hautes sphères de l'armée, à une mise en place par le clan Mestiri, de lieutenants dans certains secteurs clés, dont la D.G.S.

Tout d'abord il est maintenant aisé de nous faire une idée conforme à la réalité sur la réforme énoncée plus haut : la création d'une D.G.S. (1) regroupant la Direction de la Sureté Nationale et la Garde Nationale obéit non à des motifs d'efficacité administrative et technique comme l'avancé fallacieusement et démagogiquement la presse, mais à des motifs d'efficacité dans la répression et l'arbitraire.

Ainsi, concernant par exemple l'instruction des recrues et de la garde nationale et de la police, nous apprenons qu'elle sera commune et encore plus axée sur les techniques de combat de rue. Les choses sont claires et ne méritent pas de longs développements (2). L'étanchéité entre police et garde nationale, qui était de rigueur voilà très peu de temps a vécu.

Le passage de Sabbagh (3) — commandant de l'armée tunisienne — à la direction de la garde nationale, la présence de Belkhodja et de Babou respectivement à la D.G.S. et à la D.S.N., permettent à Mestiri de déplacer un certain nombre de pions à la D.G.S. Ainsi, entre autres, les installations de deux capitaines comme commissaires principaux, l'un au Kef (capitaine Bel-Hadj), l'autre à Ain Draham.

Cette mise en place de nouvelles créatures s'est évidemment accompagnée à l'inverse d'un mouvement d'épuration, en ce qui concerne la police, et d'une relative réorganisation, avec comme phénomène concomitant, de nouvelles nominations à la tête des trois armes, en ce qui concerne l'armée.

Parallèlement au mouvement des cadres militaires vers la police et la garde nationale, il faut signaler un mouvement de cadres de l'armée vers des fonctions politico-administratives. Il s'agit de la promotion de certains officiers à des postes civils : un certain nombre

(1) D.G.S. : Belkhodja.

D.S.N. : Babou.

G.N. : Sabbagh.

Celui qui fait fonction de chef de cabinet de Belkhodja n'est autre qu'Ahmed Bannour, ancien membre du bureau exécutif de l'U.G.E.T. et responsable à l'A.T.T.J. La liste des ex-responsables — et des responsables — de jeunesse travaillant pour la police s'allonge de plus en plus : après Hédi Attya, Mustafa Bhira, Abdelhamid Ammar, gorilles authentiques, voici Monsieur Bannour.

(2) Une autre mesure, obéissant aux mêmes « préoccupations », consiste en la mise sur pied de deux compagnies de choc de la garde nationale (environ 500 hommes), casernées à Bir Bou Rekba et dont l'unique tâche sera de rétablir « l'ordre » dans la capitale, quand les demi-mesures (la police tunisoise) se révéleront incapables de le maintenir.

D'ores et déjà une centaine de policiers reçoivent à Bou Ficha (Centre d'instruction de l'armée tunisienne) un entraînement intensif en vue de ce que l'on devine être.

(3) Sabbagh remplace Mahjoub Ben Ali à la tête de la G.N. Ce dernier après son éviction a tenté de passer clandestinement en Lybie ! Repéré, il a été mis en résidence surveillée à Gabès au mois d'août.

d'officiers subalternes ont été nommés comme premiers délégués. On envisage le passage d'officiers supérieurs comme gouverneurs. Nous ne pouvons encore savoir s'il s'agit là d'une manœuvre pour mettre sous le boisseau certains officiers indésirables dont ceux de formation arabo-orientale (4), ou d'une tentative pour prendre pied dans l'administration. Que les officiers déjà en place aient été affectés à des délégations du sud tunisien, voilà qui peut faire pencher vers la première hypothèse.

Ce qui est évident, par contre, c'est que Mestiri, quoi qu'il soit assuré de tenir bien en mains sa clique militaire, est malgré cela conscient des limites de cette armée, ces limites ne seraient-elles qu'une limitation en cadres. Voilà qui donnerait consistance aux chuchotements en cours qui annoncent un éventuel départ de Mestiri de la Défense vers l'Intérieur.

De ce qui précède, l'on peut avoir éprouvé l'impression que Mestiri grand bourgeois aux petits pieds, est en train d'affermir de main de maître sa position. Des restrictions cependant s'imposent : la possibilité n'est aucunement exclue — au contraire — de voir toute sa belle politique s'écrouler si les pions sur lesquels elle s'appuie en venaient à jouer leurs propres cartes. D'autres facteurs sont de nature aussi à la faire échouer...

Ce qui pour nous est plus important que les manœuvres ou les luttes de clans des hommes du pouvoir c'est la signification politique de ces changements. Le renforcement des forces de répression en Tunisie n'est que le constat de faillite du P.S.D. dans ses efforts pour embrigader les masses populaires et la jeunesse estudiantine. Il ne pouvait en être autrement, le P.S.D. n'ayant jamais été un parti populaire de masse, mais un organe où seuls les tenants de la bourgeoisie et de la bureaucratie peuvent s'exprimer. L'illusion à son sujet ne peut plus être de mise.

Pour le destour la seule issue possible reste la fuite

(4) Il est intéressant de noter que ces officiers formés au Moyen-Orient étaient au départ des volontaires tunisiens partis en 48 au Moyen-Orient pour combattre Israël naissant. Leur panarabisme explique la crainte dans laquelle ils sont tenus.

en avant dans le renforcement de ses forces policières.

Pour nous ce dévoilement de la nature de classe du pouvoir actuel est le bienvenu en ce qu'il appelle à l'action. D'ores et déjà nous pouvons tirer des conclusions fondamentales :

— Le développement des forces répressives, parce qu'il est le corollaire de l'absence d'un parti du peuple à la tête de l'Etat, apporte une fois de plus un démenti cinglant à ceux qui prônent l'action réformatrice à l'intérieur du système destourien.

— Conscients que nous sommes d'être à une phase charnière dans l'évolution politique de notre pays, phase annonciatrice de luttes violentes et heurtées, d'une répression de plus en plus brutale, d'un arbitraire de plus en plus contraignant, nous pensons que certaines attitudes attentistes ne sont plus de mise.

Toutes nos énergies doivent tendre vers l'action révolutionnaire.

Nous saurons résister et triompher de la violence brutale.

Les forces armées tunisiennes

En Tunisie, la couleur est nettement américaine : encore qu'elles donnent parfois lieu à des difficultés ou à des critiques, les livraisons d'armes faites à la Tunisie proviennent en quasi-totalité des Etats-Unis. Ce sont des instructeurs américains qui composent à Tunis un petit « team » d'assistance militaire et quelques tunisiens prennent, de temps à autre, le chemin des Etats-Unis pour y subir des stages d'entraînement. L'armée tunisienne... compte quelques 20.000 hommes en tout (les dépenses ont été de l'ordre de 8.180.000 dollars pour 1965). Elle possède 7 bataillons d'infanterie, un groupe d'artillerie, 1 escadron mixte. L'aviation dispose de 15 Saab 91 D Safir, de 12 T 6 Texan Harvard d'entraînement, de 8 Aermacchi B 326 italiens, de 2 Alouettes. La marine ? Peu de chose ; 500 hommes, une vedette, 6 patrouilleurs.

« Jeune Afrique » n° 307 du 27 Novembre 1966

Le Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien

est heureux d'annoncer que dorénavant les lecteurs de « Perspectives » peuvent envoyer toutes correspondances et abonnements à

« La Vieille Taupe » (pour « Perspectives »)

LIBRAIRIE

1, rue des Fossés Saint-Jacques, PARIS-5^e

Abonnement de soutien :

3 DT (30 FF), 5 DT (50 FF) et 10 DT (100 FF)

Le règlement se fait uniquement par chèque au porteur où par mandat-lettre en blanc.



LA REACTION

I. Qui est Ben Jennet ?

Ben Jennet est natif de Kélibia, dans le Cap Bon. Très tôt orphelin de père, il a été élevé par une mère qui a consenti d'autant plus de sacrifices pour assurer son éducation que ce fils unique a perdu l'une de ses jambes et qu'il a fallu le soigner et lui payer une jambe orthopédique.

Ben Jennet a mené ses études primaires et secondaires à la Zitouna, seule possibilité pour ceux qui d'origine très modeste, veulent s'instruire. Il s'inscrit à la faculté de Théologie de l'Université de Tunis à 22 ans. Au moment du procès, il en avait 26 et était en 4^e et dernière année ; mieux encore il était lauréat de sa promotion, puisqu'il a eu le prix du Président de la République ; ceci apporte un démenti cinglant à ceux qui l'ont présenté comme un éternel étudiant, « Jeune Afrique » par exemple.

Ben Jennet s'est intéressé rapidement au journalisme et à la littérature et a travaillé comme correcteur et journaliste à la page littéraire du journal en langue arabe « Essabah ».

La formation zitounienne qu'il a reçue a été le prétexte pour certains, de le considérer comme fanatique adepte des Frères Musulmans, comme si cela était le cas de tous les zitouniens ; rien n'est plus erroné que cette appréciation, puisque Ben Jennet étudiait avec persévérance le socialisme scientifique qui l'enthousiasmait.

Militant de l'UGET, Ben Jennet ne manque aucune réunion ni assemblée générale auxquelles

il lui est permis d'assister. Il fréquente aussi avec assiduité : séminaires, conférences et colloques organisés par les organisations nationales. Dans le cadre de ces rencontres, il a eu l'occasion de se faire connaître par ses idées progressistes développées avec pertinence et passion, courage et éloquence.

Délégué au 14^e congrès de l'UGET, Ben Jennet s'affirma par de brillantes interventions où il défendait avec passion et force des idées révolutionnaires. Ses interventions attirèrent sur lui les regards de la police, qui, depuis lors, s'employa à le surveiller de très près, le soumettant souvent à des tracasseries injustifiées et à des interrogatoires d'intimidation.

Ben Jennet ne dissimule nullement ses idées socialistes ; la crise du Moyen Orient lui donna l'occasion d'affirmer le caractère anti-impérialiste de ses activités militantes ; il l'a fait avec beaucoup de clairvoyance sans jamais tremper dans le racisme ou l'antisémitisme. Après la part importante qu'il a prise dans les manifestations du 5 juin qui se déroulèrent le matin contre les ambassades de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, Ben Jennet a été le premier, le jour même de ces manifestations, à dénoncer au cours du meeting organisé par l'UGET, les pillages et les actes à caractères racistes qui eurent lieu dans l'après-midi.

Il a défendu aussi avec force et vigueur la cause palestinienne, stigmatisé l'agression israélienne et les complicités des puissances impérialistes. Son courage habituel l'amena à proposer la rupture des relations diplomatiques avec les puissances complices de l'agression israélienne et la participation de la Tunisie à l'effort de guerre.

Cette attitude entraîna, deux jours après, son arrestation puis son procès.

Son attitude au cours du procès impressionna tous ceux qui ont eu l'occasion d'assister à son déroulement. Ben Jennet, malgré la peine de mort requise contre lui, n'a pas manifesté un seul instant un signe de faiblesse ou de démoralisation.

Le public conservera de lui, tant qu'il reste détenu, le souvenir de cette attitude courageuse et digne et se rappellera cette image sympathique qui force l'admiration de ses adversaires et accroît l'intensité de celle de ses amis.

A CONDAMNE BEN JENNET A 20 ANS DE TRAVAUX FORCES

Il nous faut exiger et obtenir sa libération

II. Procès préfabriqué. verdict inique

Dans tous les pays dits « démocratiques », les lois, qui ont pour but de protéger la classe dominante, la bourgeoisie, sont appliquées par un corps en principe autonome à l'égard du pouvoir, la magistrature. Cette indépendance de la justice, faite pour donner à tous l'impression de l'égalité devant la loi, la Constitution tunisienne la prévoit explicitement ; ce qui permet au gouvernement de faire état de sa « démocratie ». Malheureusement pour lui, lorsqu'il décide de réprimer coûte que coûte, la façade s'avère gênante. Alors, le masque de l'indépendance de la justice tombe, et la répression s'abat, quitte à bousculer les lois elles-mêmes.

Le procès de Ben Jannet et ses co-accusés constitue l'un des exemples les plus éloquents où le pouvoir exécutif a utilisé la justice pour se couvrir aux yeux de l'opinion nationale et internationale et sanctionner d'une manière irrégulière les éléments qu'il considère opposés à sa politique. Les abus flagrants du droit se constatent aussi bien au niveau du procès qu'à celui de la décision.

LE PROCES D'ABORD !

Son organisation s'ouvre par une grave irrégularité. Sans attendre la fin de l'enquête et immédiatement après les manifestations, le Président de la République devait déclarer le jour même, que les coupables, à ses yeux, seront traduits devant le tribunal militaire. Pourtant, aucune base légale ne permet au Président de la République d'attribuer ainsi la connaissance d'une affaire à une juridiction à la place d'une autre. Ceci constitue une violation manifeste de l'ordre constitutionnel et de la législation en vigueur. On l'a fait pourtant, et toutes les institutions du pays, d'ailleurs dépourvues de toute autorité réelle au profit de l'exécutif, ont appliqué à la lettre cette déclaration anti-constitutionnelle. On s'employa à la rendre effective et à faire taire toutes les voies de raison qui pourraient se dresser contre elle.

C'est ainsi qu'après une enquête sommaire menée par la police, les inculpés n'ont comparu devant le juge d'instruction militaire, dont l'intervention est obligatoire dans une affaire criminelle, que de manière à permettre à ce magistrat d'accomplir une formalité nécessaire ne touchant en rien au fond du problème. Son rôle a consisté à dire que l'inculpé se réfère à ses déclarations faites devant la police et n'a rien à ajouter. Aucune instruction n'a touché les faits incriminés.

Après les motifs d'incompétence développés par la défense, et à cause de l'ordre intimé par le Président

de la République, le tribunal n'a pas osé décliner honnêtement sa compétence. Aussi doit-il chercher un prétexte fallacieux pour se déclarer compétent : l'apprenti-tailleur au Secrétariat d'Etat à la défense nationale devient, pour les besoins de la cause, un fonctionnaire aux yeux du tribunal qui oublie que la notion de fonction publique obéit à ses propres critères de droit et ne se distribue pas d'une manière circonstancielle.

Les irrégularités juridiques se constatent aussi au niveau de l'application des règles de fond.

Ben Jannet a été présenté par le ministère public comme le principal instigateur des manifestations du 5 juin et un opposant dangereux au régime. Rien cependant ne permet de telles affirmations. Ben Jannet ne nie pas sa participation aux manifestations qui eurent lieu devant le centre culturel américain et les ambassades de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. D'ailleurs, officiellement, on ne lui reproche aucun acte d'incendie, de destruction ou de pillage. On l'accuse simplement d'incitation à la destruction et à l'incendie. A l'appui de ces accusations on avance les témoignages contradictoires et inconsistants de deux officiers de la police politique qui, paraît-il, ce jour là, avaient pour mission d'observer les agissements de l'inculpé, ainsi que les dépositions d'un co-accusé. Ben Jannet reconnaît devant le tribunal avoir scandé des mots d'ordre anti-impérialistes ou favorables à la cause palestinienne (Vive la Palestine arabe — A bas l'agression — Johnson assassin) et se défend énergiquement d'avoir été au-delà de cette limite. Les policiers qui l'ont chargé lui attribuent généreusement des propos contradictoires. Pour l'un il aurait déclaré « détruisez et incendiez » ; pour l'autre, plus impartial paraît-il, « Vive la Palestine arabe ». Pourtant les deux témoignages concernent la même personne, au même moment et même endroit. Quant au co-accusé il a été minablement confondu par Ben Jannet, puisqu'il a été incapable de le reconnaître et à plus forte raison d'indiquer au tribunal les traits caractéristiques de l'intéressé. Fait plus grave encore, la police, qui a arrêté l'inculpé quarante-huit heures après la manifestation, affirme l'avoir reconnu grâce à une veste Kaki qu'il portait au moment de la manifestation. L'inculpé déclare qu'il était vêtu d'une veste à carreaux. A l'appui de sa déclaration, il cite trois témoins, mais le tribunal a rejeté sa requête sans aucune motivation.

— Une bonne application du droit pénal suppose au préalable de déterminer avec précision les faits incriminés à chacun, afin de ne retenir contre chacun des

inculpés pris individuellement que les actes qui lui sont reprochés. L'acte d'accusation devait en principe déférer chacun des accusés sous des chefs d'inculpation précis résultant de la qualification juridique des actes matériels. Il y a lieu de déplorer dans le procès de Ben Jannet et de ses co-inculpés que tous les accusés ont été jugés sur la base des mêmes articles.

Le tribunal devait aussi trancher le problème très épineux de la nature des attroupements. Autrement dit il devait, avant de prononcer aucune sanction, dire si les manifestations du 5 juin étaient légales ou illégales, tolérées ou non tolérées, et, selon qu'il tranche dans un sens ou dans un autre, il devait, soit prononcer l'acquittement pur et simple des inculpés non coupables de destruction ou incendie, soit appliquer les dispositions du décret du 5 avril 1905 qui prévoit une peine maximum de deux ans. Le tribunal n'a pas estimé cependant nécessaire d'examiner ce moyen soulevé par la défense, préférant se prosterner dans un silence absurde afin de ne pas se battre sur un terrain où il serait nécessairement vaincu.

Ces abus facilement décelables dans le déroulement du procès se répètent aussi dans le jugement.

LE JUGEMENT ENSUITE

Le tribunal ne s'est pas soucié un seul instant de faire dans sa décision une bonne et honnête application du droit. La défense se dépensa en vain pour le convaincre de la nécessité de se prononcer sur la nature juridique des attroupements et de leur caractère, de déterminer les rôles respectifs des inculpés, de constater l'inapplication des chefs d'accusation qui ne répondaient pas aux conditions morales et matérielles fixées par le code. On devait au moins s'attendre à une réfutation des moyens soulevés par la défense. Mais rien de cela n'a été fait. Aucun problème de droit n'a été examiné et à fortiori tranché. *Seule une vérité, aux yeux*

des magistrats composant ce triste tribunal, doit primer : celle avancée par la police. Le droit leur fait pourtant l'obligation de répondre aux arguments de la défense, sinon leur décision pêcherait par un défaut de motivation, cas typique de cassation.

La décision du tribunal est en conséquence fondée sur les seuls éléments contradictoires rapportés par des témoins forts suspects. La précaution prise pour donner l'illusion que le tribunal a tenu compte des circonstances atténuantes ne fait qu'accroître le caractère cynique de la décision. En effet seule une circonstance a été effectivement retenue, mais pour aggraver les peines : c'est le caractère politique des actes commis par les inculpés.

C'est ainsi que l'on remarque que les manifestants anti-impérialistes qui n'ont pas trempé dans les actes anti-sémites et le pillage, ont eu à subir les sanctions les plus lourdes, allant entre vingt et dix ans de travaux forcés, alors que ceux qui sont coupables de pillage et d'anti-sémitisme ont bénéficié de sanctions plus indulgentes, pour certains même insignifiantes. Ben Jannet, le plus politisé de tous, a été condamné à la peine la plus lourde. Pourtant la thèse officielle du gouvernement tend à présenter ce procès comme celui des éléments anti-sémites, thèse payante auprès des opinions nationale et internationale.

La connaissance réelle des éléments de ce procès fait ressortir sans équivoque, qu'à travers cette mise en scène, ce jugement pré-fabriqués façonné par l'exécutif et entériné par une justice sans pouvoir réel, le gouvernement tunisien a cherché avant tout à punir des opinions politiques et non pas des actes prétendus délictueux. L'explication profonde de ce mépris des droits de l'homme reconnus dans la déclaration adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. de 1948 à laquelle le gouvernement tunisien se vante d'avoir souscrit, tient essentiellement aux considérations politiques dont il est traité par ailleurs, dans ces colonnes.

III. Une initiative courageuse

Le lendemain du verdict inique frappant Ben Jannet de 20 ans de travaux forcés, un tract circulait à Tunis signé « le Comité pour la libération de Ben Jannet ». Nous en donnons le texte intégral ci-après. Au préalable nous tenons à dire que le GEAST assure les membres de ce Comité de son soutien le plus total et s'engage à s'employer avec eux — et par tous les moyens dont il dispose — à hâter la libération de ce camarade qui, par le sacrifice qu'il consent, fait honneur à toute la gauche tunisienne.

C A M A R A D E S,

A la suite des manifestations du 5 juin, des centaines de jeunes de tous bords et particulièrement des ouvriers et des chômeurs ont été arrêtés et traduits devant un tribunal militaire pour avoir participé, selon la version officielle, « à des actes de pillage et d'incendie d'ambassades et de locaux de particuliers ».

Parmi les inculpés, et supportant l'accusation la plus lourde, celle d'avoir été le meneur des manifestants, se trouve notre camarade Ben Jannet Mohamed, étudiant à la Faculté de Théologie et militant de l'U.G.E.T. depuis des années, arrêté 48 heures après les manifestations, le premier d'une trentaine d'étudiants appréhendés en pleine période d'examen.

Le tribunal militaire a prononcé le 31-7-67 de très lourdes peines contre la plupart des accusés. Le camarade Ben Jannet s'est vu infliger la plus lourde : 20 ANS DE TRAVAUX FORCÉS.

Que reproche-t-on à Ben Jannet ? Officiellement d'avoir été le chef de bande, l'instigateur des actes de pillage et l'organisateur des manifestations : « même si les manifestations avaient duré 3 jours, j'aurais considéré Ben Jannet comme étant le premier responsable » devait déclarer le Capitaine Bouaziz, représentant le Ministère Public.

En fait, la vérité est toute autre, et le déroulement du procès n'a pas manqué de le montrer. Déjà les arrestations en milieu étudiant s'opéraient quelques jours après les manifestations sur la foi de listes d'étudiants connus pour leurs opinions politiques et leurs activités syndicales, selon un procédé devenu désormais traditionnel.

Mais c'est dans l'interrogatoire de Ben Jannet que les intentions de la police allaient se dévoiler ; le but évident était d'ordre politique : on cherchait encore une fois, et comme pour le procès des 9 étudiants en décembre dernier, à frapper et à « punir » un militant A CAUSE DE SES OPI-

NIONS POLITIQUES. L'occasion était belle, et le pouvoir ne l'a pas laissée passer, de confondre les actes de pillage et de racisme contre les magasins de juifs tunisiens avec les dignes manifestations anti-impérialistes, et de solidarité avec les peuples arabes victimes de l'agression impérialiste.

Le camarade Ben Jennet a participé — et il l'a proclamé devant le tribunal — aux manifestations anti-impérialistes. Les militants de l'UGET qui ont participé au meeting du lundi 5 juin à 18 h à la rue Es-Sadikia se rappellent le rôle actif que Ben Jennet a joué ce jour-là. C'est en effet lui qui présenta des motions exprimant la solidarité des étudiants tunisiens avec nos frères arabes, motions qui furent votées à l'unanimité des 400 étudiants présents.

C'est ce rôle actif, joué par Ben Jennet dans le cadre de son organisation syndicale, que le pouvoir n'a pas pardonné à notre camarade. Toutes les questions posées à Ben Jennet pendant son interrogatoire et jusque par le Président du tribunal et le représentant du Ministère Public durant le procès, montrent à l'évidence que c'est aux opinions politiques de Ben Jennet qu'on en voulait. Le Président du Tribunal n'est-il pas allé jusqu'à reprocher à Ben Jennet ses lectures (« Les œuvres de Mao-Tsé-Toung ») et le texte de la Résolution de la Conférence Tricontinentale de la Havane avaient été saisis au domicile de Ben Jennet et produits comme pièces à conviction...)

Quelle a été la position de notre organisation syndicale ? Une lenteur et une froideur dans les démarches, une absence totale de l'information de la base et de la mobilisation des étudiants pour la défense des camarades interrogés. Puis l'indifférence la plus totale succéda aux timides

« coups de téléphone ». « Le cas de Ben Jennet est particulier » répondaient les responsables du B.E...

De l'indifférence, le B.E. passa même à la charge, utilisant les arguments de la police pour charger Ben Jennet et l'accuser d'avoir participé aux actes de pillage. « Il est accusé d'atteinte à la Sureté de l'Etat » est allé jusqu'à dire un membre du B.E.

Pas un responsable n'a consulté le dossier de Ben Jennet ni même contacté ses avocats ; pas un membre du B.E. n'était au moins présent au procès.

Devant cette carence du Bureau Exécutif dans la défense d'un des militants de l'Union qui a été condamné pour ses positions anti-impérialistes, celles-là mêmes de notre organisation, il appartient aux représentants de la base estudiantine de s'élever contre la répression et l'arbitraire dont a été victime notre camarade Ben Jennet, militant anti-impérialiste, de dénoncer la grave déficience du Bureau Exécutif qui confirme une fois de plus la carence générale dont il a fait preuve cette année.

Nous lançons un appel à tous les étudiants pour que cesse l'arbitraire, pour que les libertés d'opinion et d'expression garanties par notre Constitution soient respectées, pour que le camarade Ben Jennet ne soit pas victime d'une injustice criante.

Nous affirmons notre attachement aux idéaux pour lesquels Ben Jennet a combattu, et pour lesquels il a été condamné, et notre ferme détermination de poursuivre la lutte contre l'impérialisme pour la démocratie et le respect des libertés.

LE COMITE POUR LA LIBERATION DE BEN JENNET

IV. Une lettre embarrassante

Les lecteurs de Tunisie du « Monde » se sont étonnés de ne pas recevoir à son jour habituel de diffusion le numéro du jeudi 14 septembre de leur journal. Personne, à part de très rares initiés, ne se doutaient qu'il s'agissait d'une saisie consécutive à la parution d'une lettre faisant publiquement et en des termes très justes la lumière sur l'affaire Ben Jennet. N'osant cependant pas aller jusqu'au bout de son acte, le pouvoir a remis le numéro en vente 4 jours après sa parution. Cela peut prouver sa faiblesse, en tout cas aucunement son astuce, car, quoiqu'il fasse, le numéro a été lu et la vérité connue. Pour la rendre plus évidente, les mêmes rédacteurs de la lettre nous prient de compléter les larges extraits parus sur le « Monde » en publiant le texte intégral de cette lettre. Ce que nous faisons volontiers.

Le 15ème Congrès de l'U.G.E.T. qui s'est tenu à Gabès du 10 au 18 août dernier, n'a suscité dans la presse étrangère et dans la presse tunisienne que peu ou pas de commentaires, réaction compréhensible venant d'un gouvernement qui n'est pas content de ses étudiants et qui espérait en exilant ce congrès loin de la capitale, en minimiser ou en étouffer les échos. Nous estimons pourtant utile de porter à la connaissance du public certains faits, et de faire aussi rapidement le point de la situation actuelle des étudiants tunisiens.

L'un des épisodes marquants du congrès (et qui a été complètement passé sous silence) est l'affaire Ben Jennet. On sait qu'après les manifestations du 5 juin à Tunis, un certain nombre de personnes ont été arrêtées puis jugées par le tribunal militaire sous l'inculpation d'incitation à manifestations, d'incendie de locaux habités et de pillage. Parmi les accusés, le pouvoir a particulièrement visé un étudiant de la Faculté de Théologie, Mohammed Ben Jennet, accusé d'avoir été

le « meneur » des manifestations, contre lequel le procureur a requis la peine de mort et qui a été finalement condamné à 20 ans de travaux forcés. Au cours du procès, Ben Jennet, malgré ses dénégations, a été présenté comme un fanatique panarabe, sympathisant des Frères Musulmans, ce qui permettait de neutraliser l'opinion internationale — qui du reste ne s'est pas émue — puisqu'en condamnant un « meneur raciste », on démontrait du même coup l'innocence du gouvernement dans les manifestations anti-sémites du 5 juin.

Cette interprétation des faits ne correspond pas à la réalité et elle appelle plusieurs démentis :

1°) — Le 5 juin, il n'y a pas eu une mais deux manifestations, bien différentes dans leur contenu et dans leur forme : une manifestation anti-impérialiste dirigée contre les ambassades anglo-américaines et le Centre Culturel Américain, animée essentiellement par les étudiants qui exprimaient ainsi leurs convictions politiques ; ensuite un déchainement anti-juif mené, sous

l'œil indulgent de la police, par des éléments effectivement irresponsables et par certains membres du P.S.D. (1), et dans lequel les étudiants n'ont pris aucune part. Si on a, en haut lieu, tout fait pour réaliser l'amalgame entre ces deux moments des manifestations, c'est de toute évidence qu'il s'agissait de châtier sévèrement, sous un prétexte honorable, ceux qui avaient eu l'audace d'attaquer les américains et de dénoncer l'impérialisme. Car pour M. Bourguiba « l'impérialisme n'existe pas, c'est un mot d'ordre démagogique, lancé par les extrémistes pour justifier leur incapacité... » Quand on sait qu'il y a une ambassade sud-vietnamienne à Tunis, que le gouvernement tunisien a, à plusieurs reprises, justifié l'attitude américaine au Vietnam, que Bouguiba lui-même déclarait le 5 juin au soir : « et si la 6ème flotte venait à Tunis, offririez-vous le spectacle désolant des manifestations hostiles, au lieu de les recevoir chaleureusement ? » On devine alors les raisons profondes du jugement rendu par le tribunal militaire. D'ailleurs les faits parlent d'eux-mêmes : tous les manifestants politiques anti-impérialistes ont été condamnés aux peines les plus lourdes de travaux forcés, les manifestants et les pillards anti-sémites n'ayant eu que des peines de prison et certains d'entre eux étant même acquittés. Pour beaucoup d'étudiants la lourde et injuste condamnation infligée à Ben Jenet, connu comme un opposant de gauche, prend donc le sens d'un « geste » réparateur vis-à-vis des Etats-Unis que l'on veut ménager.

2°) — Ben Jenet, de plus, est totalement innocent des faits dont on l'accuse (à savoir d'avoir dirigé les exactions antisémites du 5 juin). Le déroulement du procès l'a abondamment prouvé. En effet, que lui reproche-t-on ? De posséder les œuvres de Mao Tsé Toung en arabe et la déclaration de la Havane (ce qui pour le Procureur, établit qu'il est un « Castro » !) Que retient-on contre lui ? des témoignages contradictoires et inconsistants, mais aucune preuve réelle (2). En fait Ben Jenet n'a même pas assisté à la seconde phase des manifestations. Il s'est évanoui sous l'effet des grenades à gaz lancées par le personnel de l'ambassade américaine, et il a été ramené chez lui par un camarade aux environs de 13 h. 30 — c'est-à-dire bien avant que ne se déclanchent les troubles et les pillages dans le quartier juif de Tunis. Le tribunal a refusé d'écouter les témoins à décharge qui étaient prêts à l'affirmer.

Les étudiants tunisiens dans leur ensemble se sont donc vivement émus en apprenant le verdict du tribunal militaire. Un « Comité pour la libération de Ben Jenet » s'est constitué et s'est manifesté au congrès de l'U.G.E.T. Le 14 août, la commission des affaires syndicales a adopté une recommandation au congrès, demandant la libération de Ben Jenet : mais cette « inadmissible immixtion » de la commission a provoqué l'irritation du président Bourguiba qui a ordonné que la motion ne passe pas en séance plénière, ce que les délégués destouriens (majoritaires) ont réussi au prix de manœuvres d'obstruction qui ont soulevé l'indignation des observateurs étrangers au congrès, pour ne pas parler des représentants de la gauche. Puisque cette

(1) Dès le 6 juin, un communiqué du groupe d'Etudes et d'Action Socialiste qui publie le journal « Perspectives tunisiennes », avait rejeté sur le gouvernement la responsabilité de cette seconde manifestation raciste organisée pour détourner les manifestants de leurs objectifs anti-impérialistes.

(2) « La Presse », journal tunisien pourtant géré actuellement par le Ministère de l'Information a pu publier le 29-7-67 toutes les faiblesses de l'accusation.

affaire a pu, au mépris de toutes les règles démocratiques, être étouffée en Tunisie, nous souhaitons du moins qu'elle apparaisse dans sa vérité à l'opinion internationale.

D'ailleurs, par la place qu'elle a tenu au sein du congrès et bien qu'elle n'ait débouché sur aucune prise de position explicite, l'affaire Ben Jenet consacre une nouvelle étape dans la radicalisation du monde étudiant tunisien. Depuis les manifestations du restaurant universitaire de Tunis de décembre 1964, les heurts entre le pouvoir et les étudiants deviennent de plus en plus fréquents et de plus en plus spectaculaires. Les derniers en date furent ceux de décembre 1966, où, après trois jours de grèves et de manifestations et une semaine de siège de l'Université, neuf étudiants s'étaient vus condamner à des peines diverses de prison et se sont retrouvés dans les casernes.

Ce qui frappe dans cette évolution c'est le déplacement de l'opposition estudiantine, traditionnellement vigoureuse à Paris, au profit de l'université de Tunis. Toutes les tentatives du gouvernement pour étouffer cette opposition échouent l'une après l'autre, et la littérature clandestine de gauche circule de plus en plus ouvertement à Tunis. Le problème pour les responsables du régime est d'organiser leurs troupes, formellement majoritaires, de manière à ce qu'elles constituent un rempart suffisant pour empêcher la pénétration des idées progressistes à l'université. Visiblement, ils n'y parviennent pas malgré les pressions et les promesses : la motion demandant la libération de Ben Jenet a été rejetée par quarante voix contre vingt-sept et vingt-quatre abstentions, une centaine de délégués ayant préféré s'absenter, ce qui représente, dans le climat estudiantin actuel, une défaite certaine pour les représentants du pouvoir. Ce sont ces mêmes flottements qui expliquent les concessions des majoritaires aux dénonciations de l'impérialisme par la gauche. Celle-ci a en effet obtenu le retrait de l'U.G.E.T. de la Conférence Internationale des Etudiants, financée et noyautée par la C.I.A. ainsi que de multiples amendements radicalisant quelque peu des motions plutôt tièdes.

Dans ces conditions, il n'est pas trop hasardeux de prévoir pour la prochaine année universitaire des moments chauds à Tunis, d'autant plus que ce congrès a montré que la gauche n'est nullement intimidée par la rigueur de la répression contre Ben Jenet. Le gouvernement sera-t-il capable de dialogue ou préférera-t-il accentuer la répression ? Le discours d'ouverture de M. Ben Salah fait d'acrimonie et d'insulte, la mauvaise humeur affichée par le président Bourguiba à la fin ; Voilà qui ne prépare pas le dialogue.

Ne détruisez pas ce journal

Donnez-le ou expédiez-le

à un Ami

Ainsi vous aurez fait un

ACTE MILITANT

DE CASABLANCA A KHARTOUM EL FATH DIT :

NON AUX BRADEURS

Sur la question palestinienne, qu'est-ce qui n'a pas été dit ? et de plus en plus, pour peu que l'on soit honnête, la tentation est forte de se taire pour ne pas participer au dépeçage qui s'accomplit sous nos yeux, à la grande joie des « fossoyeurs des peuples » et à la grande peine des « âmes charitables » en quête de légitimité, voire de popularité.

Ce silence, nous nous y serions résolus si quelque part à Gaza et en Cisjordanie des hommes déterminés, courageux et francs ne s'étaient pas résolus à rompre avec la « parlote », la « roublardise » et la « rodomontade » pour assumer le sort de leur peuple en ayant bien pris soin au préalable de rappeler que l'affaire palestinienne est d'abord l'affaire du peuple palestinien arabe lui-même et que la ligne de démarcation entre amis et adversaires passe obligatoirement par la reconnaissance de ce fait fondamental.

Que de plus ces hommes soient capables de clairvoyance sur leur état de force actuel : « le mouvement n'est qu'un groupe de jeunes fermement décidés à récupérer leur patrie... Il n'a derrière lui ni armée colossale, ni budget énorme, ni positions internationales » et qu'ils n'en soient pas moins déterminés à la lutte ; qu'ils soient aussi convaincus de l'inanité des solutions dites « politiques » : « en des circonstances historiques données — en l'occurrence la guerre de libération — le fusil seul agit, décide, abolit l'injustice et édifie les patries » ; qu'ils soient aussi jaloux de leur indépendance au point de poser aux éventuels alliés les conditions fondamentales que voici : « a) que la rencontre et la collaboration aient lieu sur le terrain du combat et non dans les bureaux et les congrès ; b) que la direction soit maintenue entre les mains du peuple palestinien et à l'écart des invectives et des courants politiques qui partagent le monde arabe ». Voilà qui nous les rend éminemment proches — en dépit des réserves que nous pouvons faire sur l'utilisation de termes et de concepts aléatoires, voire très dangereux, comme « nation arabe » et « peuple arabe », ou sur leur thèse quant au rôle de la Palestine dans la solution des contradictions qui existent dans les différents pays arabes — et nous pousse à l'heure de la trahison généralisée à croire que le peuple palestinien arabe peut avoir une chance de ne pas subir le sort des indiens d'Amérique ou des tribus décimées d'Australie. Qu'après cela on nous demande notre position de fond sur le problème palestinien, nous dirons qu'en tant que progressistes, arabes ou non est secondaire, nous soutenons ferme que contrairement à ce que les propagandistes israéliens ont réussi à faire croire, c'est le peuple palestinien arabe qui est menacé de génocide, et que ce peuple a le droit imprescriptible de vivre et qu'il ne peut vivre qu'en disposant complètement de lui-même dans le cadre de son territoire propre. Quant aux limites géographiques, à la couleur du drapeau, voire au nombre d'articles que contiendrait la constitution, nous ne ferons pas l'insulte aux militants et aux combattants d'« El Fath » et d'« El Assifa » ainsi qu'aux enfants de Palestine qui les rejoindront, de nous immiscer dans leurs affaires. C'est une question de leur ressort et de leur ressort seuls. Ils la résoudreont au mieux de leur situation, de leurs intérêts et des rapports de force que la réalité de la lutte leur fera apprécier mieux que quiconque.

Notre rôle à nous consiste à les soutenir mais fermement. A défaut des armes qu'ils demandent et que hélas nous ne pouvons leur fournir, nous croyons le faire en donnant de la publicité au texte qui va suivre. A notre connaissance il n'a été jusque là publié nulle part en français. La traduction a été faite par nos soins. Le lecteur soucieux de prendre connaissance de l'original voudra bien se référer à la brochure imprimée par la Direction Générale des Forces Assifa en 1965-66 et intitulée « Flambeau de la révolution en terre de retour ».

Mémoire adressé par le Mouvement de Libération de la Palestine " Fath " *au Troisième Sommet des Chefs d'Etats Arabes*

Salutations militantes,

Il est d'usage que les mémoires présentés aux grands sommets soient agrémentés de formules de politesse, enclins à développer l'argumentation la plus exhaustive, à reconstruire les grands événements historiques et à répartir les responsabilités entre parties en cause. Le M.L.P. « Fath » se trouve, pour sa part, très embarrassé au moment de s'adresser à un sommet réunissant, pour la troisième fois, les chefs d'états arabes à la recherche d'une formule efficace de collaboration et de travail commun pour la libération de la Palestine. Car le mouvement « Fath » (dont « El Assifa » constitue l'aile combattante avec ses commandos armés), en s'adressant à ce sommet, est parfaitement conscient de sa situation. Le mouvement n'est en effet qu'un groupe de jeunes fermement décidés à récupérer leur patrie ; chaque jour se joignent à eux des centaines de jeunes palestiniens avides de combat réel, ayant trop attendu le retour, que mille et mille obstacles ont privés jusqu'ici de la forme de combat auquel ils aspirent pour recouvrer leur droit. Notre mouvement n'est formé que de ces groupes de jeunes ; il n'a derrière lui ni armée colossale, ni budget énorme, ni positions internationales. De là vient donc son embarras lorsqu'il s'adresse à des rois et chefs d'Etat qui président aux destinées de la patrie arabe, la région la plus dynamitée et la plus dangereuse du monde. Son embarras est encore plus grand du fait qu'il répugne à s'éterniser en de longues palabres multipliant analyses et théories, et ce pour deux raisons :

1 — Depuis que notre mouvement a choisi la lutte armée comme voie, il a compris, et avec lui les masses arabes, qu'en des circonstances historiques données — en l'occurrence la guerre de libération — le fusil seul agit, décide, abolit l'injustice et édifie les patries ; le bavardage, les discours, les mémoires, les sommets et les tractations politiques ne sont, en des circonstances qui dictent l'adhésion à la lutte armée, que déviationnisme et vision courte, aveuglement à l'égard du problème de l'heure et déroba devant l'objectif qui s'impose.

2. — Notre organisation ne possède pas de services spécialisés pour la rédaction des discours, le figelage des communiqués, non pas qu'elle en soit incapable, mais parce que ses membres répugnent à ce genre de besogne qui semble être devenue une tâche essentielle, voire primordiale, dans les services arabes.

Majestés, Excellences,

Cette introduction était indispensable pour justifier la teneur de ce mémoire, que nous voulons bref, allant à l'essentiel. Avant de faire état de nos revendications à votre sommet, il nous faut présenter brièvement les convictions profondes qui forment la base de l'action et de la doctrine du mouvement. Nous espérons qu'on n'imaginera pas en lisant cet exposé, qui se veut franc et sans complaisance, qu'il est dans notre dessein de blesser ou d'attaquer qui que ce soit.

Le courage a toujours été le moteur de notre mouvement qui s'est engagé dès le début à ne pas hésiter à se lancer, au besoin, dans l'arène politique, mais à condition de le faire avec l'esprit et la foi du combattant qui ne connaît que la franchise.

ORIGINE DU M.L.P. « FATH »

1 — A la naissance même du mouvement, se trouve la ferme conviction — qui ne tolère aucun doute, ni révision — que la lutte armée est la seule voie pour la libération de la patrie usurpée.

2. — L'organisation est convaincue que le peuple arabe, dans son ensemble, constitue l'agent de la lutte. Elle est consciente de la portée de cette lutte, sur le double plan interne et international, et estime que toutes les énergies du peuple arabe, dans leur diversité, sont à mobiliser, dans tous nos pays, pour livrer la bataille décisive. Néanmoins, notre organisation croit en même temps que le peuple arabe de Palestine constitue l'avant-garde de cette lutte et a, de ce fait, la responsabilité de frayer la voie du combat pour les masses arabes et de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

En toute franchise, notre organisation ne s'attend aucunement à ce que les états arabes décrètent un jour le début de la guerre de libération ou une guerre réelle à Israël, non point tant à cause de leur position et engagements internationaux, qu'à cause de la nature des régimes et de la situation intérieure que le colonialisme tient à maintenir dans une position de faiblesse, de contradiction, et d'impuissance telle que la bataille est toujours ajournée ad aeternum.

3. — Notre mouvement estime que le temps joue pour l'ennemi ; par ailleurs, lorsqu'il voit l'intensité des conflits entre les différentes forces de la patrie et comment ces discordes gagnent d'une façon tragique les compagnons d'armes dans les divers pays arabes, la preuve lui est fournie, chaque jour plus évidente, que cette situation n'est point fortuite mais qu'elle est créée à dessein, qu'on vise à mettre la patrie arabe dans des conditions telles qu'elle restera incapable de rattrapper son siècle et impuissante à réaliser des progrès techniques et militaires, alors que l'ennemi obtient en ces domaines des succès incontestables.

C'est pourquoi notre mouvement affirme que la bataille est pour aujourd'hui, non pour demain et que son renvoi successif fait perdre aux arabes non seulement des occasions de victoire mais la possibilité même de livrer la bataille. En effet l'éventuelle possession de la bombe atomique ou d'autres armes nucléaires par Israël constituera une excuse suffisante, en soi, pour les capitulards dont le nombre augmente avec chaque catastrophe et chaque déception qui frappent la patrie arabe.

4. — Le mouvement voit en cette bataille de libération la solution des antagonismes douloureux qui déchirent la patrie arabe ; à longue échéance elle est à même d'unir les forces de la patrie arabe dans

un même creuset de lutte et de combat car elle sera décisive, grave, destructrice. Elle atteindra un très haut degré de tension qui permettra de supprimer les divergences et les antagonismes et de mobiliser le peuple arabe. Nous sommes avec ceux qui croient que les conflits et les divergences dans le monde arabe sont sur le point de devenir insolubles et que les tentatives pour les résoudre par les moyens, désormais classiques, des congrès, négociations et compromis politiques ont prouvé plus d'une fois leur inanité. De là la nécessité de cette réaction chimique à haute tension : la guerre de libération, seule voie capable d'unir la nation, de réduire les failles et les craquements de l'édifice. Cette voie n'est pas étrangère à la dialectique de l'Histoire ; les guerres de libération ont toujours été le facteur d'unification et de résurrection des nations qui furent dispersées ou qui eurent à souffrir d'anarchie et de contradictions internes.

5. — Quant à arguer de l'existence de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) pour récuser les options de El Assifa, nous répondons que, dès la mise sur pied de cette organisation, nous avons tenté d'être conséquents à son égard, et que nous avons adhéré à ses instances comme tous les palestiniens ; nous nous sommes employés à lui payer la dime requise. Mais le temps a prouvé ce que beaucoup prévoyaient, à savoir que cette organisation issue d'un sommet arabe, ne manquerait pas de tout hériter de lui jusqu'à sa chair et son sang et de répercuter en son sein les contradictions que le sommet a révélées par la suite. Nous ne tenons pas à traiter du problème de l'O.L.P., car nous nous limitons toujours au minimum de ce qui peut avoir trait à notre plan et à notre option. En tout cas, quel que soit le point de vue théorique que l'on peut avoir sur l'O.L.P. et sans vouloir discuter la manière dont elle se prépare à la lutte, les faits attestent que l'organisation se prépare en fait à une lutte rejetée à un lointain avenir. Rien dans les dispositifs mis en place n'augure d'une bataille imminente et déjà ce fait seul ne s'accorde aucunement avec notre option qui est devenue une réalité pratique en terre palestinienne. De plus parce que nous croyons que le champ de bataille seul est à même de promouvoir les directions saines, nous ajoutons que l'O.L.P. créée pour empêcher le détournement par les sionistes des eaux de Jourdain, en est arrivé à détourner l'opinion de ce problème vital que les capitulards et défaitistes, s'inclinant devant le fait accompli, considèrent comme résolu. Seule notre organisation a empêché la mise en application du projet par ses actes héroïques à l'intérieur de la patrie occupée, de l'aveu même de l'ennemi. Néanmoins nous avons toujours déclaré notre disposition à composer et à coopérer avec toute formation palestinienne ou arabe s'employant, ou comptant s'employer, à la libération de la Palestine, sous deux conditions expresses :

a) que la rencontre et la collaboration ait lieu sur le terrain du combat et non dans les bureaux et les congrès.

b) que la direction soit laissée entre les mains du peuple palestinien, à l'écart des invectives et des courants politiques qui partagent le monde arabe.

DE LA POSITION ARABE A L'EGARD DE EL ASSIFA

Depuis le départ en terre occupée de nos commandos de libération en janvier de cette année 1965, notre organisation a constaté avec amertume que l'attitude des gouvernements arabes à l'égard de ses activités

n'était pas une attitude saine. Dès le premier raid, des martyrs de El Assifa sont tombés victimes de balles tirées par des soldats arabes sur notre terre sacrée. Des vagues d'arrestations et de répressions sévères dans les différents secteurs palestiniens sous administration arabe. Les services de renseignements de certains pays arabes utilisèrent contre les membres de El Assifa ces mêmes procédés qu'ils utilisent contre les espions, les contrebandiers et les criminels. Bien que nous nous attendions à une semblable attitude nous avons pourtant été réellement surpris de voir qu'il s'agissait d'une attitude particulièrement dure, hostile à 100 %, s'exerçant avec une férocité variable selon que l'un ou l'autre de la plupart des Etats limitrophes de la Palestine était concerné. Ainsi les héros intrépides sont-ils traités comme d'affreux criminels. Cette expérience nous prouva qu'il existait un certain nombre de gouvernements arabes à qui il ne plaisait pas que le peuple palestinien arabe assumât la direction de sa lutte. Nous en sommes même venus à douter qu'ils croient réellement à la nécessité de cette lutte. Nous fûmes donc amenés à poser certaines questions : comment un gouvernement qui sévit contre la révolution palestinienne en cours, peut-il s'employer d'un autre côté à promouvoir une organisation de libération ? Sur ordre de qui et pour le compte de qui se trament toutes ces manœuvres ?

Notre organisation s'est tue à propos de cet étrange comportement hostile et antinationnel. Elle a essayé de l'arrêter par des contacts personnels et en donnant des garanties quant à ses bonnes intentions envers les régimes en place et en s'engageant à ne jamais s'ingérer dans leurs affaires intérieures. Mais en vain, jusqu'au jour où une information du début de ce mois de septembre nous apprit qu'un Etat arabe limitrophe d'Israël interdisait aux journaux la publication des communiqués de El Assifa et de toutes informations ayant trait à ses activités, qu'elles proviennent des agences internationales ou qu'elles soient diffusées par l'ennemi lui-même. Quand nous apprenons de tels faits, et quand nous savons qu'ils sont aussi vrais pour d'autres régions arabes, nous acquérons la certitude que certains gouvernements arabes ne se contentent pas de se démettre de leur devoir envers la libération de la Palestine, mais vont jusqu'à se compromettre avec l'ennemi dans un plan tendant à étouffer la propagande d'El Assifa (après la faillite de leurs services essayant d'étouffer les actes héroïques accomplis par ses jeunes militants), alors même qu'on leur refuse les bases d'appui, les moyens de communications, et les armes entassées dans les entrepôts arabes.

Il est affligeant de voir des gouvernements arabes s'ingénier à planifier, de concert avec l'ennemi lui-même, une opération de répression et de poursuite de nos combattants et d'étouffement de la révolution entreprise par notre peuple.

Sires et Excellences,

Nous nous excusons d'utiliser ce ton, mais nous vous assurons qu'à partir d'aujourd'hui nous décidons le silence. Neuf mois de patience et de retenue ne nous ont valu que toujours plus de pressions, toujours plus de détermination à vouloir étouffer El Assifa et empêcher ses activités. Malgré toutes les preuves que nous avons des vils desseins visant à saper la révolution de notre peuple, desseins imputables à ceux-là mêmes qui lui doivent aide et appui, nous

continuons à espérer qu'il n'y a là qu'apparences trompeuses. Nous tenons à proclamer que nous sommes déterminés à défendre notre révolution devenue l'espoir des masses palestiniennes et arabes. Mais pour tester les bonnes volontés, notre critère est purement concret : nous n'acceptons, et derrière nous les masses palestiniennes et arabes, que des preuves matérielles des bonnes intentions à l'égard de notre révolution. Ces preuves résident pour nous en ce qui suit :

1. — Cesser les poursuites contre les forces d'El Assifa dans les différents pays arabes, limitrophes ou non de la Palestine, et libérer sans hésitations les détenus.

2. — Lever la censure qui frappe les informations d'El Assifa dans beaucoup d'états arabes.

3. — S'abstenir de contrecarrer les militants d'El Assifa dans l'accomplissement de leur mission, quand les forces opérant en terre occupée se voient obligées de se replier sur l'un des pays arabes limitrophes, du fait de leurs conditions difficiles, tout en sachant que ordre leur est donné de considérer ce repli comme un ultime recours.

4. — Défendre les militants d'El Assifa faits prisonniers en Israël, tâche revenant aux états arabes qui useront des divers moyens habituels.

Ces revendications, qui en fait n'incluent aucune demande d'aide concrète, constituent un minimum minimorum que tout bon sens exige pour tester et juger les volontés. En tout état de cause, le M.L.P., qui mène aujourd'hui le combat le plus héroïque et la lutte la plus noble sur notre terre occupée, après

avoir choisi la voie juste pour la libération de la Palestine ne perd pas espoir. Il souhaite vous voir adopter les positions que vous dicte votre lourde responsabilité historique et mettre à la disposition de la lutte de libération les moyens dont elle a besoin, et ce en débloquant les stocks d'armement arabes pour en équiper les combattants palestiniens, à l'instar de l'aide que les gouvernements arabes fournissent aux mouvements de libération d'Asie et d'Afrique. Nous préférons la coopération à l'isolement et nous sommes prêts à envoyer une délégation à votre sommet pour qu'elle fasse connaître notre position de manière plus précise.

Majestés, Excellences,

Nous sommes conscients que la bataille est dure, difficile à conduire, qu'elle nécessite la mobilisation de toutes les énergies. Néanmoins cette conviction ne saurait infléchir la ferme volonté de poursuivre notre révolution et de la défendre, maintenant que les masses palestiniennes et arabes y adhèrent et que la voie choisie s'avère être la voie juste, consacrée par la logique de l'histoire. Nous espérons encore que les agissements de certains gouvernements hostiles à El Assifa sont le fait de l'égarement et de l'incompréhension, ou du moins le résultat d'initiatives individuelles ne relevant pas d'un plan général visant à combattre la révolution du peuple palestinien. C'est cet espoir qui nous fait tendre la main à votre sommet pour que nous conduisions ensemble notre révolution sur le chemin de la victoire.

7 septembre 1965, le M.L.P. « Fath »

Une nouvelle étape de la Révolution Latino-américaine : LA CONFERENCE DE LA HAVANE (OLAS)

LA CONTRIBUTION DE L'AMERIQUE LATINE A LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME

Le vent de la révolution n'est plus uniquement un vent d'Est. S'il n'a pas encore touché les pays capitalistes développés, il provient néanmoins de plus en plus souvent de l'Ouest, depuis le succès de la Révolution Cubaine. Et il est enthousiasmant de voir que ce vent d'Ouest a autant de vigueur et de force de conviction que celui qui, depuis octobre 17 jusqu'à la Révolution Culturelle Chinoise, n'a cessé de venir de l'Orient.

L'année dernière déjà, l'homme que ses ennemis voulaient faire passer pour mort, l'un des plus prestigieux leaders de la Révolution Cubaine, Ernesto Che Guevara, avait levé haut l'étendard de la révolution et de l'internationalisme prolétarien. Rejetant les attitudes d'impuissance devant la force de l'impérialisme américain, il proclamait que la seule voie, c'était celle que le peuple vietnamien avait montrée, celle de la lutte armée. Et pour ne pas laisser le Vietnam faire face seul à l'agression impérialiste, il lançait un appel à la lutte concrète des révolutionnaires de chaque pays, invitant à renoncer à l'espoir d'un règlement du

conflit par les conversations au sommet qui n'empêchent pas que les forces d'agression franchissent chaque jour un nouveau degré dans « l'escalade ». Pour battre l'impérialisme américain, la Révolution doit rassembler ses propres forces, et obliger l'adversaire à disperser les siennes, c'est pourquoi « il faut créer deux, trois, plusieurs vietnams ».

Depuis ce vibrant appel, les révolutionnaires d'Amérique Latine ont progressé dans leur lutte, implantant mieux les maquis de Bolivie, du Venezuela, de Colombie... La riposte de l'impérialisme américain passe, non seulement par l'aide militaire aux régimes réactionnaires qu'il soutient à coups de dollars, mais par la préparation d'interventions directes comme celle de Saint-Domingue, et aussi par la perpétuelle agression contre Cuba. En face de la menace réactionnaire de l'impérialisme, il convenait que les forces révolutionnaires définissent leur voie et essaient de dépasser les divergences de leurs positions. La Conférence de l'Organisation de Solidarité Latino-Américaine (O.L.A.S.), qui s'est tenue du 31 juillet au 10 août à la Havane, a été le premier pas vers cette unification des forces et vers la coordination de la lutte.

L'IMPORTANCE DE LA CONFERENCE DE L'OLAS

Que la Conférence ait été un succès, on n'en veut pour preuve que la richesse des débats, l'importance des interventions et aussi la vigueur des attaques qu'elle a encourues. Il est en effet courant que, dès lors que l'on passe à l'action, les « théoriciens », les donneurs de leçons et tous ceux qui restent à leur fenêtre voir passer l'Histoire poussent de hauts cris. On a accusé la Conférence de l'OLAS d'être une réunion de « groupuscules pro-chinois aventuristes ». Les faits démentent cette accusation, qui prouve seulement la mauvaise foi de ceux qui l'ont prononcée : non seulement les « pro-chinois » d'Amérique Latine étaient absents de la Conférence, mais celle-ci s'est abstenue de prendre une position sur le conflit sino-soviétique. Ceux qui ont été gênés par la Conférence de la Havane avaient donc peur du contenu, et du contenu de lutte et de solidarité révolutionnaire de la Conférence. Ils ont montré par là que pour eux, la révolution, qu'ils présentent comme une paisible perspective d'un lointain avenir, est en réalité un rêve du passé et qu'ils y ont complètement renoncé.

Pour nous qui croyons à la révolution socialiste, qui faisons confiance aux potentialités révolutionnaires des masses, la Conférence de la Havane est importante à plus d'un titre : d'abord parce qu'elle est à la base de la définition du combat d'une partie importante de la révolution contre notre ennemi commun, l'impérialisme américain ; de plus elle est le point de départ d'une forme réelle et concrète d'internationalisme révolutionnaire ; également parce que les débats qui s'y sont déroulés éclairent particulièrement bien les différentes tendances du mouvement ouvrier latino-américain, et ont des implications sur celles du mouvement ouvrier mondial ; et surtout, si nous nous faisons ici l'écho de cette conférence, c'est parce que nous sommes persuadés que la révolution n'est pas une affaire de raisonnement froid, que l'enthousiasme y est fondamental, et que la tenue et les résultats de la conférence sont aptes à mobiliser l'enthousiasme. Le langage de la Conférence de la Havane n'est plus l'indigeste amoncellement de constatations amères sur la lutte des classes et l'impérialisme, c'est le langage de la lutte, de ceux qui portent en eux la révolution et qui la feront réussir.

LA DEFINITION DE LA VOIE LATINO-AMERICAINE DE LA REVOLUTION

La lutte pour la révolution n'est pas une chose simple. Il était normal que les discussions sur les voies de la révolution en Amérique Latine soient animées, étant données les différentes positions en présence. Les dirigeants de la Havane ont d'emblée coupé court aux possibilités de discussions oiseuses sur la question de savoir si les conditions étaient mûres pour la révolution ou non. Afin que nul ne les oublie, ils ont rappelé des principes simples, qui sont l'a b c du révolutionnaire. « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution », la plus spectaculaire des formules utilisées n'est jamais inutile à rappeler, dans un monde où le réformisme foisonne et où tous les prétextes possibles sont trouvés pour repousser la lutte révolutionnaire. Fidel Castro a affirmé avec vigueur : « S'il faut attendre que l'idée de révolution imprègne le peuple dans son ensemble pour commencer quoi que ce soit, on ne fera jamais rien ». Il n'est pas étonnant de voir répéter à la Havane des formules que Lénine utilisait

contre les réformistes : ceux-ci, n'ayant sans doute rien appris de l'histoire, sortent à nouveau des théories sur le succès aux élections et le passage pacifique au socialisme.

Tous les débats de la Conférence de l'OLAS ont en effet tourné autour des formes de lutte : lutte légale ou lutte armée, passage pacifique ou par la violence. Dans les conditions de l'Amérique Latine, ont affirmé les révolutionnaires soutenant Cuba, ce ne sont pas les décisions du mouvement ouvrier qui déterminent la forme de la lutte, c'est la stratégie et la nature même de l'adversaire. Et ce dernier, par delà les régimes réactionnaires en place et leur dictant sa volonté, c'est l'impérialisme américain ; et il faut prendre conscience du potentiel qu'il peut mettre en œuvre contre la révolution sur le plan politique, économique, et militaire.

C'est pourquoi les dirigeants cubains ont jugé tellement important de mettre l'accent sur les activités de la CIA et de l'impérialisme américain. Il est désormais clair que ceux-ci ne laisseront aucun peuple aller vers sa libération sans agir contre lui : les tentatives répétées d'invasion de Cuba, l'intervention en République Dominicaine, l'aide militaire aux généraux réactionnaires boliviens et à tous les régimes antipopulaires sont la composante fondamentale de la politique de l'impérialisme qui, en créant l'OEA, a voulu s'assurer de pouvoir « légalement » barrer la route à toute révolution. Un général américain répétait tout récemment « nous avons des réserves militaires qui nous permettent d'intervenir encore plus efficacement qu'à Saint Domingue ». Sous cette fêrule aucune expérience « démocratique » ne peut aboutir, et on l'a bien vu avec la dégénérescence du régime Bétancourt au Venezuela.

Dans ces conditions, la lutte contre l'impérialisme ne peut être que totale, ne peut que prendre les formes les plus violentes. Le débat entre lutte armée et lutte légale est en fait celui de la question de la révolution. Le passage pacifique au socialisme est une illusion dans un continent où veille jalousement un cerbère armé jusqu'aux dents. « Ceux qui disent que l'on peut passer pacifiquement d'une société bourgeoise à une société socialiste, ceux-là fuient la révolution » a déclaré Castro. Et la résolution générale de la Conférence proclame : « la violence révolutionnaire, forme la plus haute de la lutte du peuple, n'est pas seulement la voie à suivre, mais aussi la possibilité manifestement la plus concrète d'abattre l'impérialisme ». Comment ne pas opposer cette lucide affirmation qui rappelle les paroles de Marx, Engels et Lénine, aux fades souhaits de ceux qui attendent de conquérir la majorité des voix aux élections pour proclamer le socialisme. La violence, ce n'est pas le peuple qui la choisit, c'est l'ennemi qui la lui impose. Comme au Vietnam, comme pour les Noirs américains mêmes, « les Etats-Unis sont responsables des soulèvements révolutionnaires », car ce sont eux qui en créent la nécessité.

Ce qui se dégage donc de la Conférence de la Havane, c'est ce mot d'ordre de lutte résolue, armée, contre l'impérialisme. On peut regretter que nombre de problèmes intéressants au plus haut point les révolutionnaires du monde aient été à peine effleurés : le rôle respectif de la campagne et de la ville dans la révolution, les différentes méthodes concrètes de lancer la lutte armée, et notamment les programmes agraires de la révolution, les classes révolutionnaires et celles

qui sont seulement un allié provisoire de la révolution, etc... Mais ces problèmes ne pouvaient valablement être abordés qu'une fois résolue la question fondamentale : révolution ou pas ? La première conférence de l'OLAS a répondu à cette question ; les prochaines poseront les problèmes qui se seront manifestés dans la lutte. Car, que l'on fasse confiance à la dialectique de l'action, comme Castro et Guevara, pour qui l'essentiel est de commencer la lutte car celle-ci posera elle-même ses questions et en indiquera la réponse, ou que l'on pense comme nous que la révolution latino-américaine n'a pas encore atteint un niveau de profondeur théorique dans la ligne des marxistes, une chose est certaine : ceux qui osent entreprendre la lutte ont raison. Qu'ils aient compris l'importance de la violence pour la libération des peuples, et qu'ils ouvrent la voie de la révolution, voilà ce que l'Histoire retiendra de ceux qui ont voté la résolution générale le 10 août.

L'INTERNATIONALISME A L'ŒUVRE

Conscients de la domination mondiale de l'impérialisme et de la nécessité, pour ceux qui veulent se libérer, de ne pas l'affronter isolément, les participants à la Conférence ont constamment insisté sur la nécessité d'une solidarité révolutionnaire réelle, ont toujours manifesté l'aspiration concrète à un véritable internationalisme.

De ce point de vue, la Conférence de la Havane est un phénomène fondamental : certains pays socialistes mesurent leur solidarité envers les révolutionnaires du monde selon leurs intérêts d'Etat et dans le contexte de leurs alliances ; d'autres sont trop occupés par leur propre dialectique interne et par l'absolue nécessité de préparer leur défense contre l'impérialisme pour faire plus qu'appeler à la solidarité. En bref, les pays socialistes, ayant déjà une base relativement stabilisée, ne veulent pas ou ne peuvent pas la remettre en cause par une solidarité active avec les révolutionnaires des pays dominés par l'impérialisme. Rien de semblable à la Havane ; le « **Habana libre** » est devenu le havre de la solidarité révolutionnaire, le langage de la conférence, de certains orateurs particulièrement porte les nuées de la révolution ; on retrouve le même souffle dans les paroles de Lénine, Trotsky, Fanon, Guevara, Castro et Carmichael, la même vigueur révolutionnaire qui, aujourd'hui, s'attaque à la chasse gardée de l'impérialisme, l'Amérique Latine.

C'est normal : Cuba est à chaque moment menacée d'invasion, et ses dirigeants savent bien que leur régime ne pourra s'asseoir que si la révolution latino-américaine s'étend, la protégeant contre l'agression impérialiste ; les révolutionnaires d'Amérique Latine connaissent bien le visage et les méthodes de l'impérialisme yankee et savent qu'il n'y a pas d'illusion à se faire sur ses intentions vis-à-vis d'eux ; les délégués du Vietnam sont venus aussi rappeler ce dont l'armée d'agression américaine est capable, et Stokely Carmichael a levé très haut le drapeau de la révolte des Noirs américains et de leur solidarité avec les forces révolutionnaires anti-impérialistes. Pour tous les participants à la conférence de la Havane, vivre libre, c'est d'abord se battre, et se battre ensemble, contre « **l'impérialisme américain, le pire ennemi de l'humanité** ».

La solidarité était posée comme une nécessité concrète, elle s'est d'abord manifestée par la place et le rôle du Vietnam ; la lutte des Noirs américains contre l'ennemi commun a été unanimement applaudie, comme l'aube de la révolution aux Etats-Unis,

et la journée du 18 août a été le jour de solidarité avec le peuple noir américain ; l'OLAS est maintenant une organisation permanente, embryon d'internationale couvrant l'Amérique Latine et devant concrétiser les décisions de solidarité révolutionnaire. Bien que la Conférence ait été placée sous le signe de la lutte nationale de libération — le portrait de Bolivar était le seul portrait, on a décerné la « **nationalité** » latino-américaine à Che Guevara — il est clair que cela ne signifie pas qu'elle prône le nationalisme : à côté des motions de solidarité avec tous les peuples en lutte contre l'oppression, le vote d'une motion de solidarité avec la Révolution d'Octobre 1917 montre bien que, pour les participants à la conférence, la lutte nationale s'inscrit dans le contexte de la lutte pour le socialisme et en est absolument inséparable.

Si l'internationalisme et la solidarité révolutionnaire n'ont cessé d'être proclamés, il n'en reste pas moins qu'il est dangereux d'appuyer sur des mots d'ordre nationaux, sans en expliquer la liaison avec les objectifs du socialisme, surtout dans la situation internationale actuelle : il est bon et juste de protester contre l'aide économique de certains pays socialistes aux régimes réactionnaires d'Amérique Latine, mais il faut se garder d'encourager un nationalisme que la politique de ces pays socialistes pourraient exacerber et qui compromettrait l'internationalisme véritable. Cette réserve nous la faisons ici par souci de ne pas tomber dans le verbalisme, mais elle ne vise pas le fond des positions des dirigeants latino-américains : leurs déclarations comme leurs actes nous prouvent qu'ils sont étrangers à toute idée de nationalisme étroit et que leur internationalisme est plus qu'un vœu. Nous aurions apprécié que la Conférence traitât du rôle des différentes minorités nationales ou ethniques d'Amérique Latine, mais là encore, nous sommes persuadés qu'une prochaine conférence en parlera, confirmant le caractère réellement révolutionnaire des dirigeants de la lutte des peuples d'Amérique Latine.

LA LUTTE CONTRE LES FORMES MODERNES DE REFORMISME

Ces principes de lutte révolutionnaire n'ont pas été adoptés sans d'âpres discussions. Car il existe des tendances dans le mouvement révolutionnaire latino-américain qui n'acceptent pas l'idée de la nécessité de la lutte armée. En particulier certains Partis Communistes qui, comme au Venezuela, condamnent ceux qui combattent, et prônent la constitution d'un Front National. A ceux-là, Fidel Castro avait déjà répondu le 15 mars 1967. « **Notre position au sujet des Partis Communistes sera basée sur des principes strictement révolutionnaires. Nous soutiendrons par dessus tout les partis qui ont une ligne sans vacillation, sans hésitations, les partis qui à notre avis, ont une ligne résolument révolutionnaire. Mais les partis qui, retranchés derrière le nom de communiste ou de marxiste, se croient les monopolisateurs du sentiment révolutionnaire — et ce qu'ils sont réellement ce sont les monopolisateurs du réformisme — nous ne les traiterons pas comme des partis révolutionnaires, et si, dans n'importe quel pays, ceux qui prétendent être communistes ne savent pas accomplir leur devoir, nous appuierons ceux qui, bien sans se dire communistes agissent comme de véritables communistes dans l'action et dans la lutte** ».

On ne peut qu'applaudir cette intransigeance qui, dépassant les étiquettes, exige des actes pour juger de la validité des théories. Si le réformisme est aujourd'hui si général parmi les partis communistes d'Amérique Latine, c'est que ceux-ci n'ont pas été capables d'essayer de chercher de façon indépendante, la voie de la révolution. Leur suivisme à l'égard de l'U.R.S.S., l'application rigide de principes de lutte posés à l'avance les a fait aller d'échec en échec, les coupant chaque fois plus de la voie révolutionnaire. Malheureusement, cette absence des partis communistes de la lutte et leur remplacement par des directions qui « agissent comme de véritables communistes » ne sont pas sans poser de graves problèmes à la révolution : l'organisation politique de l'avant-garde du prolétariat, que la carence du P.C. exclut de la situation, est toujours indispensable notamment après la prise du pouvoir. Les difficultés de Cuba dans ce domaine sont, non seulement révélatrices des obstacles qui se dressent dans la construction d'un parti communiste « d'en haut », mais surtout font peser une sérieuse hypothèque sur la continuité du socialisme à Cuba : que les quelques hommes sur lesquels celui-ci repose soient d'un dévouement et d'une capacité révolutionnaire remarquables ne lève pas, au contraire, des craintes que l'on peut avoir pour l'avenir tant que l'organisation révolutionnaire ne s'est pas réellement constituée, on se pose la question : « et s'ils disparaissaient demain ? »

L'organisation révolutionnaire, le parti communiste, est un outil indispensable, et les difficultés de l'Amérique Latine viennent confirmer ce que disait Lénine : « Sans parti révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire ». Il ne suffit donc pas de rejeter les Partis Communistes qui trahissent la révolution, il faut également et surtout proposer à ceux qui « se comportent en communistes » de créer une nouvelle organisation. Le problème des rapports entre l'organisation politique et militaire se pose ensuite, essentiellement en fonction du contenu de la lutte. Fidel Castro est assurément conscient de tous ces problèmes. On peut seulement regretter que, à cette première conférence de l'OLAS, ils n'aient pu être posés de façon plus concrète. Mais cela tient sans doute également aux positions défendues par les P.C.

LA REVOLUTION LATINO-AMERICAINE ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE MONDIAL

Ces Partis Communistes, dont la politique est déterminée en fonction de la théorie de la coexistence pacifique, prétendaient imposer leur hégémonie quant au maniement du marxisme. Fidel Castro a vigoureusement défendu le droit de tout marxiste à chercher et à trouver sa voie, contre ceux qui, au nom de l'orthodoxie, refusent toute idée nouvelle. « Il y en a qui considèrent le marxisme, a-t-il dit, comme un mausolée d'archives poussiéreuses, de dogmes intouchables, de chapelles désuètes. Le marxisme n'est pas un objet de Mont de Piété, mais une chose que l'on continue d'inventer chaque jour ». Et devant les attaques répétées de ceux à qui il fut un moment proposé de sortir, s'ils le voulaient, « par la porte de droite », Fidel s'est exclamé : « Nous en avons assez de ces super-théoriciens, révolutionnaires en paroles, bourgeois au fond, qui veulent nous faire la leçon partout. On ne parle pas de conditions objectives, on ne se gorge pas d'internationalisme, on le pratique ».

Derrière cette polémique, et à moitié concrétisée par

la motion condamnant l'application de la coexistence pacifique à l'Amérique Latine, était posée la question des rapports de la Révolution Latino-Américaine avec le mouvement communiste mondial. Castro et ceux qui le suivent, tout en affirmant leur solidarité avec les pays socialistes, refusent de suivre une politique qui leur soit imposée par les uns ou par les autres. « Nous ne serons jamais les satellites de personne » affirment-ils, se réservant le droit de définir seuls leur politique. Si cette attitude agace les chinois, elle est beaucoup plus gênante pour les soviétiques : définir seuls leur politique, cela signifie que les impératifs d'Etat de l'URSS ne sont pas à la base de la politique des révolutionnaires d'Amérique Latine. Plus concrètement ; les mots d'ordre de lutte sans merci contre l'impérialisme n'entrent pas dans le cadre de la coexistence pacifique : celle-ci suppose le maintien du statu quo dans le monde, les seuls changements devant être le résultat de négociations entre l'URSS et les USA. L'Amérique Latine à son tour rejette la coexistence pacifique, plaçant la révolution au dessus de tout autre objectif, n'hésite pas à remettre en cause l'équilibre mondial.

C'est cela qui explique les accusations d'aventurisme, de gauchisme, de « pro-chinois » portées contre la Conférence. En réalité le « Castrisme » est bien loin du « Maoïsme » sur bon nombre de problèmes. Mais sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la caractérisation de l'ennemi, ils se retrouvent : pas plus Castro que Mao n'attendent la moindre concession de la part de l'impérialisme américain ; ni l'un ni l'autre ne doutent que le combat contre lui est un combat à mort, qui ne peut déboucher que sur la révolution mondiale. Chacun des deux établit sa stratégie en fonction de cette donnée de base ; cela suffit pour que ceux qui croient que la supériorité du socialisme sera tellement évidente dans une compétition pacifique que les peuples choisiront pacifiquement ce système, considèrent chinois et cubains comme de dangereux adversaires.

POUR UNE VOIE REVOLUTIONNAIRE

On a voulu voir en l'OLAS une « troisième voie ». En fait il n'y en a que deux, celle du réformisme et du compromis et celle de la révolution. A la Havane, on a choisi la seconde et cela déjà est suffisant pour que le monde salue cette conférence. Que la manière dont on y a parlé soit une troisième voie, que cela signifie l'entrée définitive dans le monde communiste d'un troisième centre de la direction révolutionnaire, oui. Mais ce qui est important, c'est que cette troisième voie porte haut et loin, et que tôt ou tard elle formera avec les autres composantes de la révolution un concert grandiose et inépuisable.

En attendant, l'OLAS continue dans la recherche des modalités latino-américaines de la révolution. Nul doute que cette recherche ne soit suivie d'effets positifs. Quant à nous, révolutionnaires des pays arabes, il est hautement regrettable que nous ayons été incapables de nous réunir pour discuter des voies arabes de la révolution. Il faudrait que puisse être un jour organisée une telle Conférence des révolutionnaires arabes, et que plus personne ne soit abusé par des comédies comme le Séminaire du Caire d'octobre 1966 ou celui d'Alger de mai 1967, qui avaient pour unique objet de faire donner une caution de gauche aux régimes pseudo-socialistes de Nasser et Boumediène. Pour notre part nous sommes prêts à mettre tout en œuvre pour permettre la tenue de cette Conférence, persuadés que nous sommes que la révolution y a tout à gagner.

DIPLOMATIE DES POIDS ET DES MESURES

A l'image de tout ce qui se fait en Tunisie, la diplomatie destourienne soigne bien sa façade. Afin que nul ne doute du « neutralisme » officiel et n'ait à l'idée que le chef de cette diplomatie soit un réactionnaire impénitent et un anti-communiste convaincu, on fait figurer dans l'annuaire téléphonique la liste des Ambassades en exercice à Tunis, et l'observateur objectif note pêle-mêle l'adresse et le numéro de téléphone des Ambassades des U.S.A., de l'U.R.S.S., de la Chine Populaire, ainsi que de celle... du Vietnam du Sud.

Cependant la comédie n'a jamais qu'un temps et le scandale finit toujours par arriver. Les plus avisés se décillent les premiers. Ils remarquent que les activités de l'Ambassade U.S. à Tunis sont celles d'un Etat dans l'Etat plutôt qu'autre chose : elles vont de la simple visite de courtoisie répétée à Bourguiba ou à son fils jusqu'à l'offensive armée comme il en a été lors des manifestations du 5 juin, en passant par la tresse d'un vaste réseau d'observation C.I.A. sous couvert de philanthropie (les Corps de la Paix), par le contrôle systématique de tous les secteurs économiques, jusques et y compris les coopératives, par l'entremise de ces autres obscurs personnages que sont les fonctionnaires du F.M.I. et de la BIRD, sans parler de ce foisonnement de littérature crasseuse et d'images pernicieuses, généreusement pourvues par le fameux Centre Culturel Américain, en plein Tunis.

Aux Ambassades dites « de l'Est », il est réservé un traitement à la mesure de leurs ambitions, qui ne sont généralement pas très grandes. Une « semaine du film » pour chacune quand elles en font la demande, une exposition de peinture quand leur chef de l'Etat rend visite au nôtre, une conférence de temps en temps pour expliquer que « l'homme étant ce qu'il est, le profit est un moteur puissant de son activité ; son rétablissement s'est avéré de ce fait nécessaire et il n'y a là rien qui soit anti-marxiste, encore moins capitaliste ! ».

Quant à l'Ambassade de Chine Populaire, c'est déjà beaucoup qu'elle existe. Comme à la poupée, il lui a été ordonné « d'être belle et de se taire ». La poupée reconut être belle, mais voulut expliquer qu'elle ne l'a pas toujours été, mais l'est devenue grâce au communisme. Elle a dit aussi : « Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais. Que

les peuples n'écoutent que leur courage, qu'ils osent livrer combat, qu'ils bravent les difficultés, qu'ils avancent par vagues successives et le monde entier leur appartient. Les monstres seront tous anéantis ».

Elle a même cherché à connaître le pays où elle vit et qu'elle veut servir !

C'en était trop, et les autorités tunisiennes de sequestrer un entraîneur de ping-pong en déplacement régulier à Bizerte ainsi que son compagnon, un membre de l'Ambassade de Chine. Le Gouvernement de la République Populaire de Chine protesta par une note. En réponse, Bourguiba junior a convoqué le chargé d'affaires et :

« insistant sur le caractère inadmissible de cette note, le S.E. aux affaires étrangères a mis en garde le diplomate chinois contre une pratique qui semble devenir systématique de la part de la représentation chinoise à Tunis, pratique qui risque de remettre en cause le maintien des relations diplomatiques entre Tunis et Pékin ».

Au fait, que dit cette note ? Beaucoup de choses, entre autres ceci :

« Faisant fi de l'usage international, le Gouvernement Tunisien s'est ingéré dans les activités normales de l'Ambassade de Chine et a pratiqué une discrimination flagrante à son égard, en violation de ses privilèges diplomatiques. Par exemple, il a interdit à l'Ambassade la distribution de bulletins d'information, l'a empêchée de tenir des séances de cinéma et a retenu des envois postaux à sa destination. En outre, le gouvernement tunisien a témoigné d'un zèle accru pour répandre, directement ou par le canal de ses journaux réactionnaires, des calomnies perfides et des diffamations éhontées contre la Chine. Le côté chinois a maintes fois entrepris des démarches et formulé des protestations à ce sujet. Or, en dépit de ces avertissements, le gouvernement tunisien a poursuivi obstinément son entreprise et est allé toujours plus loin dans son opposition à la Chine. Cela, les peuples chinois et tunisien ne peuvent absolument pas le tolérer ».

Et la note de conclure : « Le gouvernement tunisien vit des jours toujours plus difficiles. En agissant de la sorte, il ne pourra que finir mal ».

Nous n'avons rien à ajouter.